

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

14 april 2026

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 23 maart 2019
betreffende de organisatie
van de penitentiaire diensten en
van het statuut van het penitentiair personeel**

**Hoorzitting van 24 maart 2026
met de heren Grégory Wallez en
Robby De Kaey, vertegenwoordigers
van ACOD/CGSP, de heren Frank Conings en
Alain Blancke, vertegenwoordigers
van ACV/CSC en de heren Eddy De Smedt en
Dimitri Cornu, vertegenwoordigers
van VSOA/SLFP**

Verslag

namens de commissie
voor Justitie
uitgebracht door
mevrouw **Marijke Dillen**

Inhoud

Blz.

I. Procedure	3
II. Uiteenzettingen.....	3
III. Gedachtewisseling	14

Zie:

Doc 56 **1418/ (2025/2026)**:

001: Wetsvoorstel van de heer Matheï, mevrouw De Wit, de heer Jadoul en de dames Tourneur en Daenen.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

14 avril 2026

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 23 mars 2019
concernant l'organisation
des services pénitentiaires et le statut
du personnel pénitentiaire**

**Audition du 24 mars 2026
de MM. Robby De Kaey et
Grégory Wallez, représentants
de la CGSP/ACOD, MM. Frank Conings et
Alain Blancke, représentants
de la CSC/ACV et MM. Dimitri Cornu et
Eddy De Smedt, représentants
du SLFP/VSOA**

Rapport

fait au nom de la commission
de la Justice
par
Mme **Marijke Dillen**

Sommaire

Pages

I. Procédure	3
II. Exposés.....	3
III. Échange de vues.....	14

Voir:

Doc 56 **1418/ (2025/2026)**:

001: Proposition de loi de M. Matheï, Mme De Wit, M. Jadoul et Mmes Tourneur et Daenen.

03399

**Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag/
Composition de la commission à la date de dépôt du rapport**

Voorzitter/Président: Ismaël Nuino

A. — Vaste leden / Titulaires:

N-VA	Christoph D'Haese, Sophie De Wit, Kristien Van Vaerenbergh
VB	Marijke Dillen, Alexander Van Hoecke
MR	Philippe Goffin, Pierre Jadoul
PS	Khalil Aouasti, Lydia Mutyebele Ngoi
PVDA-PTB	Greet Daems, Julien Ribaud
Les Engagés	Ismaël Nuino, Aurore Tourneur
Vooruit	Alain Yzermans
cd&v	Steven Matheï
Ecolo-Groen	Stefaan Van Hecke
Anders.	Katja Gabriëls

B. — Plaatsvervangers / Suppléants:

Jeroen Bergers, Maaïke De Vreese, Wim Van der Donckt, Charlotte Verkeyn
Katleen Bury, Werner Somers, Francesca Van Belleghem
Catherine Delcourt, Anthony Dufrane, Victoria Vandenberg
Caroline Désir, Pierre-Yves Dermagne, Patrick Prévot
Kemal Bilmez, Nabil Boukili, Kim De Witte
Serge Hilgsmann, Pierre Kompany, Marc Lejeune
Brent Meuleman, Axel Weydts
Leentje Grillaert, Els Van Hoof
Claire Hugon Lecharlier, Matti Vandemaele
Alexia Bertrand, Paul Van Tigchelt

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
PS	: Parti Socialiste
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Les Engagés	: Les Engagés
Vooruit	: Vooruit
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Anders.	: Anders.
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
ONAFH/INDÉP	: Onafhankelijk-Indépendant

<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>
DOC 56 0000/000	Parlementair document van de 56 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Plenum
COM	Commissievergadering
MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
DOC 56 0000/000	Document de la 56 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi
QRVA	Questions et Réponses écrites
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral
CRABV	Compte Rendu Analytique
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
PLEN	Séance plénière
COM	Réunion de commission
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

I. — PROCEDURE

De heer Ismaël Nuino, voorzitter van de commissie voor Justitie, geeft lezing van artikel 28, 2bis, van het Kamerreglement:

“Bij hoorzittingen [...] wordt sprekers gevraagd om bij het begin van de hoorzitting duidelijk te vermelden of ze:

1° in een andere hoedanigheid betrokken zijn of geweest zijn bij initiatieven betreffende de voorliggende wetgeving, en

2° betaald worden voor de bijdrage aan de hoorzitting en in voorkomend geval door welke instantie.”

De voorzitter nodigt de sprekers uit om deze vragen te beantwoorden.

De genodigden beantwoorden de vragen achtereenvolgens in negatieve zin.

II. — UITEENZETTINGEN

A. Uiteenzettingen van de heren Grégory Wallez en Robby De Kaey, vertegenwoordigers van CGSP/ACOD

De heer Grégory Wallez leest eerst, in het Frans, de brief voor die de vakbond naar alle partijvoorzitters heeft gestuurd:

“La CGSP-ACOD a pris connaissance de la proposition de loi modifiant la loi du 23 mars 2019 concernant l’organisation des services pénitentiaires et le statut du personnel pénitentiaire qui a été déposée à la Chambre ce 11 mars 2026. Le texte de cette proposition de loi prévoit de modifier de manière substantielle le statut du personnel de la DGEPI en dérogeant à la condition de nationalité pour pouvoir être engagé ou recruté comme assistant de surveillance pénitentiaire. Une telle disposition relève bien d’une réglementation de base ayant trait au statut administratif qui doit, en vertu du statut syndical, faire l’objet d’une négociation préalable, article 2 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

La loi du 23 mars 2019 précitée a d’ailleurs fait l’objet d’une négociation au sein du comité de secteur 3 justice dans le respect du statut syndical et pour la forme qui a abouti au protocole 472 du 28 juillet 2018. Si la CGSP-ACOD peut comprendre la nécessité et est demandeuse depuis des mois de trouver une solution pérenne aux

I. — PROCÉDURE

M. Ismaël Nuino, président de la Commission de la Justice, donne lecture de l’article 28, 2bis, du Règlement de la Chambre:

“En cas d’auditions [...] il est demandé aux orateurs de préciser explicitement au début de l’audition:

1° s’ils sont ou ont été associés à quelque autre titre que ce soit à des initiatives relatives à la législation à l’examen, et

2° s’ils sont rémunérés pour leur contribution à l’audition et, le cas échéant, par quelle instance.”

Le président invite les orateurs à répondre à ces questions.

Les invités répondent successivement aux questions par la négative.

II. — EXPOSÉS

A. Exposés de MM. Grégory Wallez et Robby De Kaey, représentants de la CGSP/ACOD

M. Grégory Wallez commence son intervention en donnant lecture du courrier envoyé par l’organisation syndicale à l’ensemble des présidents de parti:

“La CGSP-ACOD a pris connaissance de la proposition de loi modifiant la loi du 23 mars 2019 concernant l’organisation des services pénitentiaires et le statut du personnel pénitentiaire qui a été déposée à la Chambre ce 11 mars 2026. Le texte de cette proposition de loi prévoit de modifier de manière substantielle le statut du personnel de la DGEPI en dérogeant à la condition de nationalité pour pouvoir être engagé ou recruté comme assistant de surveillance pénitentiaire. Une telle disposition relève bien d’une réglementation de base ayant trait au statut administratif qui doit, en vertu du statut syndical, faire l’objet d’une négociation préalable, article 2 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

La loi du 23 mars 2019 précitée a d’ailleurs fait l’objet d’une négociation au sein du comité de secteur 3 justice dans le respect du statut syndical et pour la forme qui a abouti au protocole 472 du 28 juillet 2018. Si la CGSP-ACOD peut comprendre la nécessité et est demandeuse depuis des mois de trouver une solution pérenne aux

problèmes de la surpopulation ainsi qu'aux manques de personnel que cette surpopulation engendre, elle estime que cette solution n'est pas adéquate et constitue les prémices de la fin du statut au sein des services extérieurs de la DGEPI. En effet, la fonction d'assistant de surveillance pénitentiaire est bien une fonction d'autorité qui justifie le fait que ces emplois sont réservés aux nationaux, article 10, alinéa 2 de la Constitution.

Or, la volonté de cette proposition de loi est justement de supprimer cette condition de nationalité pour ouvrir ces fonctions à tout ressortissant d'un autre état faisant partie de l'espace économique européen ou de la confédération suisse. Pour la CGSP, cette solution ne résoudra ni le problème de surpopulation ni le problème de manque de personnel qui est surtout centralisé dans certains établissements uniquement. En considérant que la fonction d'assistant de surveillance pénitentiaire n'est plus une fonction d'autorité puisqu'elle serait ouverte aux nos ressortissants belges, on justifie la contractualisation de ces emplois voire la privatisation inacceptable pour notre organisation syndicale.

L'urgence avec laquelle ce dossier devait être traité n'est à notre estime pas justifiée. Tout d'abord, plusieurs mesures ont déjà été mises en œuvre pour réduire la surpopulation carcérale. L'effet de ces mesures n'est pas toujours visible et nécessiterait, avant d'en envisager d'autres, une évaluation objective.

L'accord social qui a été conclu avec les organisations syndicales représentatives est un premier pas vers une amélioration des conditions de travail au sein de nos établissements pénitentiaires ce qui entraînera aussi des améliorations de l'attractivité des fonctions du personnel. L'ouverture de nouvelles prisons ne justifie pas non plus l'urgence invoquée dans la mesure où l'autorité avait tout le temps d'anticiper ces ouvertures pour pallier les manques de personnel. La CGSP ne peut donc comprendre les raisons qui poussent le gouvernement à contourner les règles du dialogue social dans le secteur public.

C'est pourquoi nous avons demandé à pouvoir être entendus dans le cadre de vos travaux afin de vous exposer clairement notre avis sur cette proposition de loi."

In de toelichting van het wetsvoorstel staat dat de personeelsformatie van het bewakend personeel slechts voor 95 % is ingevuld, ondanks de vele aanwervingsinspanningen. Die situatie is niet rampzalig: het percentage is ongewijzigd sinds 2016. Die personeelsleden zijn weliswaar bedoeld voor 10.000 gedetineerden. De overbevolking in de gevangenis neemt evenwel snel toe en het aantal gedetineerden is inmiddels gestegen

problèmes de la surpopulation ainsi qu'aux manques de personnel que cette surpopulation engendre, elle estime que cette solution n'est pas adéquate et constitue les prémices de la fin du statut au sein des services extérieurs de la DGEPI. En effet, la fonction d'assistant de surveillance pénitentiaire est bien une fonction d'autorité qui justifie le fait que ces emplois sont réservés aux nationaux, article 10, alinéa 2 de la Constitution.

Or, la volonté de cette proposition de loi est justement de supprimer cette condition de nationalité pour ouvrir ces fonctions à tout ressortissant d'un autre état faisant partie de l'espace économique européen ou de la confédération suisse. Pour la CGSP, cette solution ne résoudra ni le problème de surpopulation ni le problème de manque de personnel qui est surtout centralisé dans certains établissements uniquement. En considérant que la fonction d'assistant de surveillance pénitentiaire n'est plus une fonction d'autorité puisqu'elle serait ouverte aux nos ressortissants belges, on justifie la contractualisation de ces emplois voire la privatisation inacceptable pour notre organisation syndicale.

L'urgence avec laquelle ce dossier devait être traité n'est à notre estime pas justifiée. Tout d'abord, plusieurs mesures ont déjà été mises en œuvre pour réduire la surpopulation carcérale. L'effet de ces mesures n'est pas toujours visible et nécessiterait, avant d'en envisager d'autres, une évaluation objective.

L'accord social qui a été conclu avec les organisations syndicales représentatives est un premier pas vers une amélioration des conditions de travail au sein de nos établissements pénitentiaires ce qui entraînera aussi des améliorations de l'attractivité des fonctions du personnel. L'ouverture de nouvelles prisons ne justifie pas non plus l'urgence invoquée dans la mesure où l'autorité avait tout le temps d'anticiper ces ouvertures pour pallier les manques de personnel. La CGSP ne peut donc comprendre les raisons qui poussent le gouvernement à contourner les règles du dialogue social dans le secteur public.

C'est pourquoi nous avons demandé à pouvoir être entendus dans le cadre de vos travaux afin de vous exposer clairement notre avis sur cette proposition de loi."

L'exposé des motifs de la proposition de loi signale que le cadre n'est rempli qu'à concurrence de 95 % et ce malgré les efforts déployés. Cette situation n'est pas catastrophique: le taux est inchangé depuis 2016. Par contre, il est prévu pour 10.000 détenus, or la surpopulation augmente à grande vitesse et le nombre de détenus a dépassé les 13.600, alors que le cadre du personnel n'est pas revu en conséquence. Il est dès lors

tot meer dan 13.600. Het personeelsbestand werd echter niet dienovereenkomstig aangepast. Derhalve ligt het voor de hand dat sommige penitentiaire inrichtingen kampen met een chronisch tekort aan personeel.

De situatie verschilt per gewest. Zo kampt in Wallonië alleen de gevangenis van Aarlen met een echt aanwervingsprobleem (vanwege de nabijheid van het Groothertogdom Luxemburg), maar het blijft mogelijk personeel aan te werven en er is nog een reservelijst van geslaagde kandidaten. Misschien moet contact worden opgenomen met die geslaagden om te vragen of ze interesse hebben om in een andere penitentiaire inrichting te werken dan die welke ze tijdens hun proeven hebben gekozen.

Misschien werd dit wetsvoorstel onder andere ingegeven door de bouw van een penitentiaire inrichting in Vresse-sur-Semois? Door de nabijheid van de Franse grens zal men daar onvermijdelijk met wervingsproblemen te maken krijgen. Dat standpunt is ook het directoraat-generaal Penitentiaire inrichtingen (DG EPI) toegedaan. De spreker had in het Parlement al aangegeven dat die bouw zinloos was vanwege de locatie en de bereikbaarheid ervan.

De kroniek van een aangekondigd fiasco, zeg maar. In de wetenschap dat de regering haar jacht op de langdurig werklozen met onverdroten ijver voortzet, zou het misschien zinvol zijn die doelgroep de opleiding tot penitentiair inrichtingswerker bij Selor aan te bieden, mits ze aan de toelatingseisen voldoen. Onder die duizenden werklozen vindt men dan misschien nieuwe penitentiair beambten.

In Brussel is de situatie helemaal anders. Ondanks financiële incentives blijft het moeilijk om personeel aan te werven. Dat komt misschien door de negatieve berichtgeving in de media over de nieuwe gevangenis in Haren. De rampzalige, overhaaste opening ervan heeft de FOD Justitie ertoe aangezet onzekere banen aan te bieden, zoals startbanen.

Er werden jongeren aangenomen die meteen te maken kregen met de harde gevangeniswereld en elk jaar door hun lokale directie werden geëvalueerd. Zij werden door penitentiair beambten on the job opgeleid en zodoende geschikt bevonden om in de penitentiaire inrichtingen te werken. Na die korte basisopleiding en zodra ze 26 jaar worden, worden ze echter ontslagen.

Zou het niet zinvol zijn mocht de FOD Justitie voorzien in drie dagen opleiding om die penitentiair beambten voor te bereiden op het examen van Selor, waardoor ze (als ze slagen) in dienst kunnen blijven? Dat zou heel wat tijd kunnen besparen bij de opleiding, aangezien

évident que certains établissements sont en souffrance chronique au niveau du recrutement.

La situation est différente selon les régions du pays. Ainsi, en Wallonie, seule la prison d'Arlon pose réellement un problème de recrutement, de par la proximité de sa frontière avec le Luxembourg, mais la possibilité de recruter existe et il subsiste des réserves de lauréats disponibles. Il faudrait peut-être contacter ces lauréats pour savoir s'ils sont intéressés de travailler dans d'autres établissements que ceux choisis lors de leur session d'examen.

Peut-être cette proposition de loi est, entre autres, due à la construction d'un établissement à Vresse-sur-Semois, qui, de par sa proximité avec la frontière française, connaîtra inévitablement des problèmes de recrutement. Cet avis est partagé au sein de la direction générale des Établissements pénitentiaires (DGEPI). L'intervenant avait déjà déclaré au Parlement que la construction était inutile du fait de sa localisation et de son accès.

Bref, le fiasco était annoncé. Quand on sait que le gouvernement continue sa chasse aux chômeuses et aux chômeurs de longue durée, il serait peut-être intéressant de leur proposer la formation Selor s'ils sont dans les conditions de recrutement. Dans ces milliers de chômeuses et chômeurs, on pourrait trouver éventuellement de nouveaux agents pénitentiaires.

Pour Bruxelles, la situation est tout à fait autre. Malgré les incitants financiers, il y a toujours un problème de recrutement de personnel, dû, peut-être, à la médiation négative de la nouvelle prison de Haren, faisant suite à une ouverture précipitée catastrophique qui a incité le SPF Justice à proposer des emplois précaires, comme les contrats de premier emploi.

On a engagé des jeunes qui ont été directement confrontés à l'univers carcéral et qui ont subi une évaluation chaque année de la part de leur direction locale. Formés par des agents pénitentiaires sur le terrain, ils sont aptes à travailler dans les établissements pénitentiaires. Ils disposent d'une petite formation de base et lorsqu'ils atteignent l'âge de 26 ans, ils sont remerciés.

Ne serait-il pas envisageable que le SPF Justice accorde trois jours de formation afin de préparer ces agents à l'examen Selor, ce qui permettrait de les maintenir en service? Cette approche éviterait une perte de temps au niveau de la formation, puisqu'ils possèdent

die doelgroep de basisvaardigheden al bezit. Ook kan men aldus gemotiveerde jonge medewerkers aan boord houden.

Er werd aangevoerd dat de frequente stakingen in de gevangenissen een invloed zouden kunnen hebben op de aanwerving van nieuwe medewerkers. Vergeten we echter niet dat stakingen voortvloeien uit het mislukken van onderhandelingen en bedoeld zijn om zowel de arbeidsomstandigheden van het gevangenispersoneel als de detentieomstandigheden van de gedetineerden aan de kaak te stellen.

De heer Robby De Kaey spreekt met een bezwaard hart, omdat het wetsvoorstel betreffende de aanwerving van niet-Belgische EU-onderdanen in de gevangenissen tot gevolg zal hebben dat het statutaire karakter van het bewakend en technisch personeel wordt afgebroken en dat de deur wagenwijd wordt opengezet naar de privatisering van bepaalde functies binnen de gevangenissen.

De meerderheid heeft getracht dit ongemerkt te realiseren, via een paard van Troje in de vorm van de amendementen nrs. 18 tot 20 tijdens de tweede lezing van het wetsontwerp betreffende de regeling van een tijdelijk wettelijk kader inzake de uitvoering van de straf onder elektronisch toezicht, de probatiestraf, de werkstraf, de opschorting en de probatieopschorting, het uitstel en het probatie-uitstel, de bijkomende straf bedoeld in artikel 50 van het Strafwetboek en bepaalde straffen opgelegd aan rechtspersonen en tot wijziging van het Wetboek van strafvordering, de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten en de wet van 29 februari 2024 tot invoering van boek I van het Strafwetboek, met het oog op de inwerkingtreding van het nieuw Strafwetboek (DOC 56 1368/006).

De aanwezigheid van representatieve vertegenwoordigers van het gevangenispersoneel stelt de vakbondsorganisaties in staat hun standpunt te laten horen over een belangrijke kwestie, namelijk de toekomst van het statuut van degenen die moeten waken over de correcte toepassing van de basiswet van 2005.

De toestand in de gevangenissen in de voorbije decennia is afgegleden tot een niveau dat een westers land onwaardig is. De beleidsmakers hebben in diezelfde periode de indruk gewekt dat de basiswet niet meer waard is dan toiletpapier, wat de spreker wil illustreren aan de hand van een rolletje met daarop de tekst van de basiswet.

déjà les compétences de base, et elle offrirait la possibilité de conserver des jeunes collaborateurs motivés.

On a soutenu que la fréquence des mouvements de grève dans les établissements pénitentiaires pourrait influencer le recrutement de nouveaux collaborateurs. Il y a lieu de rappeler, toutefois, que la grève constitue l'échec du processus de négociation et qu'elle vise à dénoncer tant les conditions de travail du personnel pénitentiaire que les conditions de détention des personnes incarcérées.

M. Robby De Kaey fait part de sa vive inquiétude, car la proposition de loi relative au recrutement de ressortissants de l'Union européenne non belges dans les établissements pénitentiaires entraînera le démantèlement du caractère statutaire du personnel de surveillance et du personnel technique, et ouvrira grand la porte à la privatisation de certaines fonctions au sein des établissements pénitentiaires.

La majorité a tenté d'introduire subrepticement cette possibilité, au travers d'un cheval de Troie prenant la forme des amendements n^{os} 18 à 20 présentés durant la deuxième lecture du projet de loi relatif à la réglementation d'un cadre légal temporaire de l'exécution de la peine de surveillance électronique, de la peine de probation, de la peine de travail, de la suspension et de la suspension probatoire, du sursis et du sursis probatoire, de la peine accessoire visée à l'article 50 du Code pénal et certaines peines imposées aux personnes morales et modifiant le Code d'instruction criminelle, la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine et la loi du 29 février 2024 introduisant le livre 1^{er} du Code pénal, en vue de l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal (DOC 56 1368/006).

La présence de représentants du personnel pénitentiaire permet aux organisations syndicales de faire entendre leur point de vue sur une question importante, à savoir l'avenir du statut de ceux qui sont chargés de veiller à la bonne application de la loi organique de 2005.

Au cours des dernières décennies, la situation dans les prisons s'est dégradée jusqu'à atteindre un niveau indigne d'un pays occidental. Durant cette même période, les décideurs politiques ont donné l'impression que la loi organique ne valait pas plus que du papier toilette, ce que l'intervenant illustre au moyen d'un rouleau sur lequel est imprimé le texte de la loi organique.

Als argument voor het wetsvoorstel, dat in een afwijking voorziet op de wettelijke nationaliteitsvereiste om toegang te krijgen tot het ambt van statutair penitentiair bewakingsassistent, verwijst men naar het personeelstekort en de moeilijkheden om dit tekort op te lossen wegens de ongunstige arbeidsmarkt in Antwerpen en Brussel.

Men gaat voorbij aan het feit dat het kader van het arresthuis te Antwerpen op dit ogenblik voor 108 % ingevuld is, wat aantoonde dat een doorgedreven aanwervingpolitiek kan realiseren wat in voorgaande jaren van besparen niet mogelijk zou zijn geweest.

Het is waar dat er gevangenen zijn die nog steeds te lijden hebben onder het beleid van rationalisering van de “Zweedse regering”, en dat er in de Kempen gevangenen zijn die niet opgevuld raken omdat men wacht op instroom van personeel uit de gevangenis van Hoogstraten, die gedeeltelijk zal worden gesloten tegen de zomer van 2026.

Het klopt eveneens dat er gevangenen zijn waar men, ondanks de functiedifferentiatie, er niet in slaagt het personeelskader op peil te brengen (zie Haren, Ieper, de Poort van Dendermonde en nu ook het nieuwe arresthuis te Antwerpen).

Deze functiedifferentiatie werd in een tussentijdse en partiële evaluatie door het NICC negatief beoordeeld en niet als een meerwaarde bestempeld binnen de gevangenen. Desondanks tracht men nu het personeel van het bestaande arresthuis te Antwerpen te dwingen om in een gedifferentieerde functie te stappen, eveneens op een diefje, buiten het sociale overleg en de syndicale onderhandelingen om.

Het resultaat van de spreekwoordelijke dwangbuis waarin men het personeel steekt, is dat personeelsleden met jaren dienst en ervaring ervoor kiezen elders te gaan werken, wat eigenlijk de averechtse beweging is.

Tegelijk is het tekenend dat de syndicale organisaties geconfronteerd zijn met een beslissing van de Ministerraad, genomen op 20 maart 2026, die erop neerkomt dat men 11 miljoen euro zal investeren in privébewakingsondernemingen. Deze beslissing werd genomen zonder overleg met de syndicale organisaties. Tijdens het enige overleg hierover hebben de syndicale organisaties aangegeven dat er geen wettelijk kader bestaat om private bewaking toe te passen binnen de gevangenen.

Bij de kennismaking met de minister bij het begin van de zittingsperiode werd reeds aangegeven dat een

Pour justifier la proposition de loi, qui prévoit une dérogation à l'exigence légale de nationalité pour accéder à la fonction d'assistant de surveillance pénitentiaire statutaire, les auteurs invoquent la pénurie de personnel et les difficultés à y remédier en raison d'un marché de l'emploi défavorable à Anvers et à Bruxelles.

Ils oublient que le cadre du personnel de la maison d'arrêt d'Anvers est actuellement pourvu à 108 %, ce qui montre qu'une politique de recrutement intensive permet d'atteindre des résultats qui auraient été impossibles à réaliser au cours des années précédentes, en raison des mesures d'économie imposées.

L'intervenant reconnaît que certaines prisons souffrent encore de la politique de rationalisation menée par la majorité “suédoise”, et qu'il y a, en Campine, des établissements pénitentiaires qui n'affichent pas complet, dans l'attente de l'arrivée d'agents provenant de la prison de Hoogstraten, qui sera partiellement fermée d'ici l'été 2026.

Il admet également que, dans certaines prisons, en dépit de la différenciation des fonctions, on ne parvient pas à maintenir le cadre du personnel à un niveau suffisant (par exemple à Haren, à Ypres, à Termonde et désormais aussi à la nouvelle maison d'arrêt d'Anvers).

Cette différenciation des fonctions a été jugée négativement lors d'une évaluation intermédiaire et partielle menée par l'INCC et elle n'a pas été considérée comme une valeur ajoutée au sein des établissements pénitentiaires. Néanmoins, on tente actuellement de contraindre le personnel de la maison d'arrêt d'Anvers à accepter une fonction différenciée, encore une fois en catimini, en contournant la concertation sociale et les négociations syndicales.

Ce carcan rigide imposé aux membres du personnel a pour conséquence que des agents blanchis sous le harnais décident de changer de métier, ce qui est, en réalité, contre-productif.

Parallèlement, il est significatif que les organisations syndicales soient confrontées à une décision du Conseil des ministres, prise le 20 mars 2026, qui revient à prévoir d'investir 11 millions d'euros dans des sociétés privées de gardiennage. Cette décision a été prise sans concertation avec les organisations syndicales. Lors de la seule concertation organisée à ce sujet, les organisations syndicales ont indiqué qu'aucun cadre légal ne permet de recourir au gardiennage privé au sein des prisons.

Lors de la rencontre avec la ministre au début de la législature, les syndicats avaient déjà indiqué que

avontuur met de privé in de gevangenissen zou leiden tot een onherroepelijke breuk.

Wat bovenal verbaast, is dat de meerderheid met dit voorstel volledig voorbijgaat aan het sociaal akkoord dat de minister van Justitie begin dit jaar heeft gesloten met de syndicale organisaties dat tot doel heeft de aantrekkelijkheid van de functie te bevorderen.

Dit akkoord bevat speerpunten op het vlak van loonvoorwaarden, carrièremogelijkheden, opleidingen, werk- en veiligheidsomstandigheden. Het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel geeft het sociaal akkoord niet de kans te bewijzen dat de functie aantrekkelijker kan worden gemaakt als de werkgever het akkoord zou naleven.

Eigenlijk vormt dit wetsvoorstel een lakmoesproef voor de geloofwaardigheid die de meerderheid hecht aan het verhaal van de functiedifferentiatie, het sociaal akkoord en de maatregelen die zij eind zeer recent in een kleine besloten groep heeft afgesproken, onderling met N-VA, cd&v en MR. En om eerlijk te zijn, dit wetsvoorstel zal het positieve effect dat het sociaal akkoord kan hebben op de aantrekkelijkheid van de functie eerder ondergraven dan versterken. Want wie wil er komen werken voor een werkgever die niet in zichzelf gelooft en de carrièremogelijkheden van zijn personeel hypothekeert door te flirten met de privé, in plaats van te investeren in een performant en goed opgeleid statutair personeelsbestand?

B. Uiteenzettingen van de heren Frank Conings en Alain Blancke, vertegenwoordigers van ACV/CSC

De heer Frank Conings schetst de situatie als volgt. Sinds jaar en dag kreunen de gevangenissen onder de druk van de overbevolking en het personeelstekort. Dat er dringend beslissingen moeten worden genomen op lange termijn en dat sommigen hun verantwoordelijkheid moeten opnemen in het belang van al het geëngageerde en hardwerkende personeel en de gedetineerden staat als een paal boven water.

Het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel vermeldt dat het daarom nodig is om op korte termijn bijkomend personeel aan te werven om deze personeelstekorten op te vangen. Daar heeft de spreker het moeilijk mee. Paniekvoetbal is geen goede basis, temeer het probleem reeds langer bekend is.

De huidige aanwervingspolitiek is niet slecht, maar vergt enige bijschaving. Een voorbeeld: reeds een jaar voordat de nieuwe gevangenis in Antwerpen, "de Kade", zou worden geopend, stelde de heer Conings op het Overlegcomité van de Externe Penitentiaire Inrichtingen

recourir à des agents du secteur privé dans les prisons reviendrait à franchir un point de non-retour.

Les syndicats s'étonnent surtout qu'en déposant la proposition à l'examen, la majorité outrepassé complètement l'accord social conclu en début d'année par la ministre de la Justice avec les organisations syndicales, qui vise à renforcer l'attractivité de la fonction.

Cet accord énonce plusieurs priorités en matière de conditions salariales, de perspectives de carrière, de formations, ainsi que de conditions de travail et de sécurité. La proposition de loi à l'examen ne permettra pas à l'accord social de démontrer que l'attractivité de la fonction pourrait être renforcée si l'employeur respectait l'accord conclu.

En réalité, la proposition de loi à l'examen constitue un test décisif pour la crédibilité que la majorité accorde au discours sur la différenciation des fonctions, à l'accord social et aux mesures sur lesquelles elle s'est accordée très récemment au sein d'un cercle restreint, en concertation avec la N-VA, le cd&v et le MR. En toute honnêteté, la proposition de loi à l'examen va saper et non renforcer l'effet positif que l'accord social pourrait avoir à l'égard de l'attractivité de la fonction. En effet, qui souhaite se mettre au service d'un employeur qui n'a pas foi en lui-même et hypothèque les perspectives de carrière de son personnel en flirtant avec le secteur privé, au lieu d'investir dans des agents statutaires performants et bien formés?

B. Exposés de MM. Frank Conings et Alain Blancke, représentants de la CSC/ACV

M. Frank Conings explique que les prisons souffrent de la surpopulation et de la pénurie de personnel depuis une éternité et qu'il est évident qu'il convient de prendre d'urgence des décisions en se souciant du long terme, et que certains doivent prendre leurs responsabilités dans l'intérêt de tous les agents engagés et assidus ainsi que des détenus.

La proposition de loi à l'examen indique que c'est pourquoi il faut recruter rapidement du personnel supplémentaire, afin de pallier ces pénuries. L'orateur ne partage pas cette analyse. La panique est mauvaise conseillère, d'autant que ce problème est connu depuis longtemps.

La politique de recrutement actuelle n'est pas mauvaise, mais elle doit être perfectionnée. L'orateur donne un exemple: un an avant l'ouverture de la nouvelle prison d'Anvers, "De Kade", M. Conings a formellement demandé, au Comité de concertation des établissements

(HOC EPI) formeel de vraag om al te beginnen met de aanwervingen en de opleiding van het voorziene personeel. Dit om te anticiperen op de telkens opnieuw gemaakte fouten uit het verleden, namelijk dat wanneer een inrichting in gebruik moet worden genomen er geen of veel te weinig personeel is aangeworven en opgeleid. Dit heeft als gevolg dat de datum van opening verschoven moet worden, er daarna gefaseerd geopend wordt en de celcapaciteit niet vanaf dag één optimaal kan worden benut. Deze situatie is puur Kafkaïens.

Het personeel dat vóór de opening van een nieuwe gevangenis zou worden aangeworven, en niet tijdens, zou vervolgens ook kunnen worden ingeschakeld in de huidige inrichtingen om het bestaande personeelstekort op te vangen. Want er wordt hier nog altijd gewerkt met mensen en niet met dossiers wanneer het over de gedetineerden gaat.

Bijkomend kunnen die nieuwe personeelsleden in de bestaande gevangenissen volop ervaring opdoen met het oog op de opening van die nieuwe inrichting, en dit onder de vakkundige opvolging en begeleiding van de “anciens” onder de noemer van het mentorschap.

Een aandachtspunt waaraan zeker de nodige prioriteit moet worden gegeven, is dat de personeelskaders een langetermijnvisie nodig hebben. Concreet betekent dit iedere gevangenis op kader moet zitten en dat voor de nieuwe gevangenissen tijdig moet worden begonnen met de aanwerving en opleiding van het personeel. Nu gebeurt dit niet. Gevolg is dat het huidige personeel extra diensten moet presteren, waardoor de werkdruk nog verhoogd wordt en men logischerwijze te kampen krijgt met nog meer uitval van personeel om verschillende redenen.

De oplossing voor het probleem om het personeelstekort op te vangen ligt trouwens niet, of niet alleen, in het toelaten van een aanvullende doelgroep tot de aanwervingsexamens; de aanwervingsprocedure en de tijdspanne tussen aanwerving en effectieve inzet blijven uiteindelijk gelijk.

Het is dan ook begrijpelijk dat er enige scepsis heerst tegenover dit voorstel. Men moet afwachten wat de meerwaarde zal zijn op de impact van de aanwervingen. Principieel is de organisatie van de spreker tegen het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel, dat erop gericht is het ambt uit te hollen. De problematiek dient syndicaal op het juiste niveau te worden behandeld.

pénitentiaires externes (HOC EPI), de déjà entamer le recrutement et la formation des agents prévus. Son objectif était d'anticiper en tirant des enseignements des erreurs répétées du passé, sachant que lorsqu'un établissement doit ouvrir ses portes, il arrive qu'aucun agent ne soit disponible ou que le nombre d'agents recrutés et formés soit insuffisant. En conséquence, l'ouverture doit être reportée, puis séquencée, et la capacité de cet établissement ne peut pas être pleinement exploitée dès le premier jour. Cette situation est purement kafkaïenne.

Les agents qui seraient recrutés avant l'ouverture d'une nouvelle prison, et non après celle-ci, pourraient ensuite être affectés aux établissements existants afin de pallier la pénurie de personnel actuelle. En effet, lorsqu'il s'agit des détenus, le travail concerne toujours des personnes, et non des dossiers.

Ces nouveaux membres du personnel pourraient en outre acquérir une solide expérience dans les établissements pénitentiaires existants pour être ensuite employés dans un nouvel établissement, en bénéficiant d'un suivi et d'un accompagnement de qualité par les “anciens” dans le cadre d'un programme de mentorat.

Il convient également d'accorder la priorité requise au fait que les cadres du personnel ont besoin d'une vision à long terme. Concrètement, cela signifie que chaque prison doit disposer de son cadre et qu'il convient d'entamer à temps le recrutement et la formation du personnel pour les nouvelles prisons. Ce n'est pas le cas actuellement. C'est pourquoi les agents en fonction doivent assurer des services supplémentaires, ce qui alourdit encore leur charge de travail et entraîne forcément une augmentation des absences pour diverses raisons.

Le problème de la pénurie de personnel ne sera d'ailleurs pas ou pas seulement résolu en permettant à un groupe cible supplémentaire de participer aux examens de recrutement; la procédure de recrutement et le délai entre le recrutement et l'entrée en fonction effective demeureront au fond inchangés.

Il est donc compréhensible que la proposition à l'examen soit accueillie avec un certain scepticisme. Il faudra attendre pour en connaître la plus-value en matière de recrutements. L'organisation de l'orateur s'oppose par principe à la proposition de loi à l'examen, qui vise à vider cette fonction de sa substance. Ce problème devra être examiné par les syndicats au niveau adéquat.

De spreker kan enkel concluderen dat opnieuw dezelfde noodkreet wordt geslaakt als in het verleden.

De heer Alain Blancke constateert dat men sedert 2021 maatregelen heeft willen invoeren om de capaciteit van de gevangenen op te voeren wegens het toen nakende onheil van een oncontroleerbare overbevolking. In eerste instantie werden er noodbedden bijgeplaatst om de toenmalige grondslapers weg te werken. Tevens werden er 720 bijkomende plaatsen voorzien via detentiehuisen om de instroom van de veroordelingen tot 3 jaar op te vangen wegens het volledig uitvoeren van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten. Tot op heden is men erin geslaagd om 3 detentiehuisen van de voorziene 15 operationeel te maken. Dit ligt niet aan een personeelstekort, maar aan externe problematieken.

Aanwervingen voor die detentiehuisen stellen tot op heden geen problemen. Integendeel.

Het masterplan in zijn totaliteit laat eveneens op zich wachten.

Het verwezenlijken van broodnodige gevangenen en forensische psychiatrische centra wordt stelselmatig vooruitgeschoven. Het gevangeniswezen is afhankelijk van anderen in het creëren van een uitstroom gedetineerden en geïnterneerden en het voorzien van bijkomende capaciteit.

Sedert enkele jaren heeft men wegens de hoge druk van het bevolkingscijfer zijn pijlen gericht op het openhouden van verouderde gevangenen met knip- en plakwerk. Eerst had men Dendermonde en nu is men overgegaan naar de gevangenen van Antwerpen en Sint-Gillis.

Het opschalen van het personeelsbestand is in deze regio's een enorme uitdaging. Het zijn juist deze regio's die al lang kampen met personeelstekorten. Verschillende pistes werden reeds bekeken om zowel de procedure van aanwervingen te verkorten, alsook de uitstroom van personeel te verminderen.

Bereikbaarheid is een factor die ook een rol speelt. Zeker als men enige flexibiliteit verwacht van de werknemer.

Niet elke jongere beschikt over een rijbewijs. Het openbaar vervoer laat soms te wensen over inzake de tijd nodig om de werkplaats te bereiken.

La seule conclusion de l'orateur est que les syndicats lancent à nouveau le même cri de détresse que par le passé.

M. Alain Blancke constate que la volonté existe, depuis 2021, de prendre des mesures pour augmenter la capacité des prisons en raison de la menace imminente d'une surpopulation incontrôlable. Dans un premier temps, des lits d'urgence ont été installés pour résoudre le problème des détenus qui dormaient alors à même le sol et 720 places supplémentaires ont aussi été créées dans des maisons de détention pour absorber l'afflux de condamnés à des peines allant jusqu'à trois ans, suite à la mise en œuvre intégrale de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine. À ce jour, trois maisons de détention sur les quinze prévues ont pu être ouvertes, non pas en raison d'une pénurie de personnel, mais à cause de problèmes extérieurs.

Les recrutements pour ces maisons de détention ne posent aucun problème pour l'instant, bien au contraire.

Le *masterplan* global se fait également attendre.

L'ouverture des prisons et des centres de psychiatrie légale nécessaires est systématiquement reportée. L'administration pénitentiaire dépend d'autres acteurs pour assurer la sortie des détenus et des internés et pour mettre en place des capacités supplémentaires.

Depuis quelques années, la pression élevée induite par la population carcérale a incité à ne pas fermer certains établissements pénitentiaires vétustes et à les maintenir ouverts en les rafistolant. Ce fut d'abord le tour de la prison de Termonde, avant celui des prisons d'Anvers et de Saint-Gilles.

L'augmentation des effectifs représente un défi considérable dans ces régions. Ce sont précisément ces régions qui sont confrontées depuis longtemps à des pénuries de personnel. Plusieurs pistes ont déjà été explorées pour raccourcir la procédure de recrutement et réduire les départs des agents.

L'accessibilité est un facteur qui joue également un rôle, surtout lorsque l'employeur attend une certaine flexibilité de la part des travailleurs.

Tous les jeunes n'ont pas le permis de conduire et les transports en commun allongent parfois le temps de parcours nécessaire pour rejoindre le lieu de travail.

De gevangenispen komen bovendien al enkele jaren geregeld negatief in de pers.

Het sociaal akkoord is, zowel voor wat betreft het pecuniaire als voor de concurrentie op de arbeidsmarkt, een gemiste kans geweest.

Om de laureaten sneller op de werkvloer te kunnen krijgen, is het raadzaam om eerst deze piste te bewandelen en die een kans geven. Als men nu nog de Belgische nationaliteit schrapt als aanwervingsvoorwaarde en het Europees burgerschap voldoende acht, in de hoop om zo meer kandidaten aan te trekken, rijst de vraag in hoeverre er eigenlijk een marktonderzoek werd uitgevoerd om tot een behoorlijk inzicht te komen.

Screening is ook een belangrijk onderdeel van de aanwerving.

In hoeverre de plannen op een degelijke manier uitgevoerd kunnen worden, is koffiedik kijken. Het gevoel bestaat dat men systematisch het statuut van het gevangenispersoneel wil afbouwen, wat het inschakelen van privéfirma's lijkt te bevestigen.

C. Uiteenzettingen van de heren Eddy De Smedt en Dimitri Cornu, vertegenwoordigers van VSOA/SLFP

De heer Eddy De Smedt verklaart dat VSOA terughoudend is en stelt vast dat er inderdaad nood is aan werving van personeel, omdat er grote tekorten bestaan. De overbevolking ligt buitengewoon hoog. Het zou goed zijn om in eerste instantie de rationalisering van 2016 te herbekijken. Die was afgestemd op maximaal 10.000 getetineerden, waar er nu meer dan 13.000 zijn.

VSOA is dan ook van mening dat het inzetten op mensen die onderdanen zijn van een andere lidstaat van de Europese economische ruimte of van de Zwitserse Bondstaat niet de oplossing zal bieden om het tekort aan te pakken.

VSOA merkt in deze dat in de omliggende landen de loonvoorwaarden een stuk beter zitten en dat verschillende Belgische werknemers in Nederland gaan werken vanwege betere loonvoorwaarden. Ook zijn er veel gevallen van personen die werkloos zijn geworden en deelnemen aan het statutaire examen en niet opgeroepen worden door de quota die gesteld worden. Dit is een probleem, temeer omdat men zo mensen verliest die reeds ervaring hebben. VSOA pleit daarom voor een aangepast examen, omdat de huidige examens niet

De plus, les prisons sont régulièrement dépeintes négativement dans la presse depuis plusieurs années.

L'accord social fut une occasion manquée, tant sur le plan financier qu'en ce qui concerne la concurrence sur le marché du travail.

Afin d'accélérer l'entrée en fonction des lauréats, il conviendrait de commencer par explorer cette piste et de lui donner une chance. Après avoir constaté la suppression de la condition de recrutement relative à la nationalité belge et avoir constaté que la citoyenneté européenne est jugée suffisante dans l'espoir d'ainsi attirer davantage de candidats, on peut se demander dans quelle mesure une étude de marché a été menée pour bien comprendre la situation.

La sélection est également un élément important du recrutement.

Il est difficile de prédire dans quelle mesure ces projets pourront être mis en œuvre de manière adéquate. Les syndicats ont le sentiment que le statut du personnel pénitentiaire fait l'objet d'attaques systématiques, ce que semble confirmer le recours à des entreprises privées.

C. Exposés de MM. Eddy De Smedt et Dimitri Cornu, représentants du VSOA/SLFP

M. Eddy De Smedt indique que le SLFP se montre réticent à l'égard de la proposition de loi à l'examen et constate qu'il est effectivement nécessaire de recruter du personnel compte tenu de la grave pénurie actuelle. L'orateur souligne que le taux de surpopulation carcérale est extrêmement élevé. Il ajoute qu'il serait judicieux de commencer par réexaminer la rationalisation de 2016. En effet, celle-ci avait été élaborée pour un maximum de 10.000 détenus, alors qu'ils sont aujourd'hui plus de 13.000.

Le SLFP estime donc que faire appel à des ressortissants d'un autre État membre de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ne constituera pas une solution à la pénurie de personnel.

Le SLFP fait observer à cet égard que les conditions salariales sont nettement meilleures dans les pays voisins et que de nombreux travailleurs belges choisissent de travailler aux Pays-Bas pour ce motif. On recense aussi de nombreux cas de chômeurs qui se présentent à l'examen statutaire et qui ne sont pas retenus en raison des quotas fixés. Cette situation est problématique, d'autant plus qu'elle nous prive de personnes déjà expérimentées. Le SLFP préconise donc une réforme de cet examen qui, sous sa forme actuelle, n'est pas adapté au

afgestemd zijn op het aanwerven van personeel. Ook verdient het aanbeveling om personen die via Rosetta hun diensten hebben bewezen op te nemen in het kader.

Ook blijft VSOA van mening dat de opwaardering van de job een betere manier zou zijn om mensen aan te trekken. De privébewaking biedt 300 euro meer dan het huidige loon van gevangenisbewakers. Met het gesloten sociaal plan wordt vooruitgang geboekt met een beperkt financieel voordeel voor de personeelsleden.

Voorts rijzen er vragen rond de veiligheidsvereisten. Hoe zal de veiligheidsscreening verlopen voor kandidaten uit de Europese Unie of Zwitserland? Het Belgische statutaire personeel dient een eed af te leggen, waarbij gehoorzaamheid aan de wetten, de Koning en het Belgische volk wordt gezworen. Wat zal er op dat vlak van het buitenlandse personeel worden geëist?

Alles bij elkaar genomen is VSOA van mening dat de functies binnen de gevangenissen onder dezelfde voorwaarden van werving dienen behouden te blijven. Het openstellen van de functie ligt niet alleen juridisch moeilijk, maar zal ook afbreuk doen aan de functie in het kader van de verschillende regels die tot op heden van toepassing zijn. VSOA wenst wij dat er meer aandacht zou gaan naar de selectiemethode, de opwaardering van de job en de werkomstandigheden, in plaats van personeel van elders aan te trekken. De aanwerving van EU-personeel is geen interessante oplossing.

VSOA erkent dat er nood is aan meer personeel, maar er bestaan betere oplossingen waaraan VSOA gerust wil meewerken.

De heer Dimitri Cornu is verwonderd dat wordt voorgesteld om personeel ruimer in Europa te gaan zoeken en de planning verwondert hem nog meer. In 2022 werden dankzij het gedegen werk van mevrouw Sarah Blancke in de meeste gevangenissen op grote schaal examens geprogrammeerd voor contractuele jobs en Rosettabanen, met de belofte dat statutariseringsexamens zouden volgen.

Honderden beampten hebben aan de statutariseringsexamens deelgenomen en werden daarbij door de vakbonden ondersteund. Mocht men zich afvragen wat de vakbonden, behalve staken, zoal doen: weken en maandenlang hebben ze de beampten uitgenodigd voor zelf opgezette opleidingen.

recrutement de personnel. Il serait aussi recommandé d'intégrer dans le cadre les personnes qui ont fait leurs preuves dans le cadre de contrats Rosetta.

Le SLFP reste également d'avis que la revalorisation de la profession serait un meilleur moyen d'attirer des candidats. Les salaires dans le secteur du gardiennage privé sont supérieurs de 300 euros aux salaires actuels des gardiens de prison. L'orateur précise que le plan social conclu permet une avancée en offrant un avantage financier restreint aux membres du personnel.

Par ailleurs, des questions se posent concernant les exigences de sécurité. Comment se déroulera l'enquête de sécurité pour les candidats qui sont des ressortissants européens ou suisses? Le personnel statutaire belge doit prêter serment en jurant obéissance aux lois et fidélité au Roi et au peuple belge. Qu'exigera-t-on à cet égard des membres du personnel venus de l'étranger?

De manière générale, le SLFP estime qu'il faut maintenir les mêmes conditions de recrutement pour les fonctions au sein des prisons. L'ouverture de la fonction d'assistant de surveillance pénitentiaire à des ressortissants de pays tiers sera non seulement compliquée sur le plan juridique, mais portera aussi atteinte à cette fonction au regard des différentes règles qui lui étaient applicables jusqu'ici. Le SLFP demande d'accorder plus d'attention à la méthode de sélection, à la revalorisation de la profession et à l'amélioration des conditions de travail, plutôt que de recruter du personnel étranger. Le recrutement de ressortissants européens n'est pas une solution intéressante.

Le SLFP reconnaît qu'il faut davantage de personnel, mais il considère qu'il existe de meilleures solutions en la matière, auxquelles il est disposé à apporter son concours.

M. Dimitri Cornu se dit étonné de la proposition d'engagement du personnel européen et encore plus du planning. En 2022, avec le bon travail de Mme Sarah Blancke, des examens massifs de contractuel et Rosetta ont été programmés dans la plupart des prisons, avec une promesse d'organiser des examens de statutarisation.

Des centaines d'agents ont passé les examens de statutarisation, aidés par les syndicats. Quelquefois, on se demande ce que le syndicat fait, à part des grèves... Pendant des semaines, des mois, ceux-ci ont pourtant invité les agents à venir se former chez eux, au sein des syndicats.

De beampten namen daarvoor dagen vakantie op en kwamen studeren met het oog op het afleggen van de examens, waarvoor de werkgever normaliter verantwoordelijk is. Ongeveer 1000 mensen slaagden voor de examens. Maar tot verrassing van de vakbond werden van die 1000 geslaagden slechts de eerste 400 laureaten statutair in dienst genomen.

En vervolgens blijkt er een personeelstekort te zijn. Het zou dan logisch lijken dat alle 1000 geslaagde kandidaten worden aangeworven in plaats van slechts 400. Het is telkens wachten op een dalende personeelsbezetting voordat nieuwe examens worden georganiseerd, wat geen maanden maar jaren in beslag neemt. Er kunnen inderdaad jaren verstrijken tussen de oproep voor het examen en de screening door de politie, met daartussen het afleggen van het examen zelf en de medische geschiktheidsproeven.

Telkens weerklinkt hetzelfde excuus. Voor de Selor-examens, opleidingen bij het OFO, enzovoort zijn er geen middelen beschikbaar.

Er zijn 1000 geslaagden, maar men werft enkel de eerste 400 aan... Daarna gaat men met een slakken-gang de kandidaten uit de reserve af, met het risico dat kandidaten die een jaar of twee jaar voordien voor het examen geslaagd zijn, ondertussen elders een job hebben gevonden. Wat verwachten die kandidaten nog van de FOD Justitie? Hoe geminacht moeten zij zich niet gevoeld hebben? Dat is ronduit onaanvaardbaar.

Ook de planning doet op zijn minst de wenkbrauwen fronsen, want tegelijk moeten duizenden werklozen wegens de hervorming van de werkloosheidsreglementering de weg naar de arbeidsmarkt terugvinden. Men probeert hen toe te leiden naar andere beroepen, die misschien niet de beroepen zijn van hun eerste keus, maar wel in knelpuntsectoren of sectoren die moeilijk personeel vinden, zoals het bestuur der strafinrichtingen. Het zou misschien interessant zijn de resultaten van die hervormingen en van de ermee gepaard gaande begeleiding af te wachten.

De heer Cornu kan zich niet achter de doelstellingen van voorliggend wetsvoorstel scharen en schetst de evolutie van de Belgische auto-industrie om zijn punt te maken. De fabrieken trekken weg naar het buitenland en werven er duizenden mensen aan. Dat lokt verontwaardiging uit, want de delocaliseringen brengen banenverlies in België met zich. Gevangenen kunnen echter niet worden gedelocaliseerd. En wat doet men? In plaats van personeel ter plaatse aan te werven, gaat men er binnen de Europese Unie naar op zoek. Soms is een minimum aan gezond verstand op zijn plaats.

Les agents prenaient des jours de congé et venaient étudier afin de passer des examens, ce qui normalement relève de la responsabilité de l'employeur. Près de 1000 personnes ont réussi les examens. Mais à la surprise du syndicat, sur les 1000 personnes qui ont réussi les examens de statutarisation, seuls les 400 premiers ont été engagés.

Après, on entend qu'il manque du personnel. S'il en manque, il semblerait logique d'engager les 1000 candidats qui ont réussi, au lieu d'en rester à 400. Il faut à chaque fois attendre que les chiffres des cadres descendent, pour refaire de nouveaux examens, ce qui ne prend pas des mois, mais des années. Entre la parution de l'examen, le fait de présenter les examens, le Medex et le screening de la police, il peut passer des années.

Les excuses sont toujours les mêmes. Pour les examens, le Selor, l'IF, etcetera, les moyens ne sont pas disponibles.

Mille personnes ont réussi, mais on prend que les 400 premiers... Après, on va chercher tout doucement dans les réserves. Mais quand vous allez dans une réserve chercher une personne qui a réussi l'examen un an ou deux plus tôt, il est probable que le candidat ait trouvé un emploi ailleurs entre-temps. Qu'est-ce que cette personne attend encore du SPF Justice? Qu'est-ce qu'elle a ressenti comme mépris? C'est proprement intolérable.

À propos du planning, qui est pour le moins étonnant, on peut voir qu'avec les nouvelles réformes, des milliers de chômeurs sont un peu remis au job. On essaye de les accompagner vers d'autres métiers, peut-être pas ceux qu'ils avaient envisagés au départ, mais des secteurs en pénurie ou en difficulté, par exemple celui de l'administration pénitentiaire. Il serait peut-être intéressant d'attendre les effets des réformes et de l'accompagnement.

L'orateur exprime son opposition aux intentions de la proposition de loi à l'examen et décrit l'évolution de l'industrie automobile belge. Les usines partent à l'étranger et y engagent des milliers de personnes. Cela provoque l'indignation, car les délocalisations entraînent des pertes d'emploi en Belgique. Or, les prisons ne peuvent être délocalisées. Et que fait-on? Au lieu d'engager du personnel, on recrute dans l'Union européenne. À un moment donné, il faut juste avoir un peu de bon sens.

Ondanks de gegeven uitleg kan het idee om personeel in Europa te gaan zoeken niet echt overtuigen.

III. — GEDACHTEWISSELING

A. Vragen en opmerkingen van de leden

Mevrouw Sophie De Wit (N-VA) verklaart dat het de bedoeling is de werkdruk te verlichten, hetgeen de genodigden, die merkbaar ontevreden zijn, misschien niet zullen geloven, en dat vergt een aantal maatregelen, ook inzake overbevolking. Dat is hier echter niet het debat.

Waar het nu om draait, is het kunnen aantrekken van arbeidskrachten tot een beroep dat in moeilijke omstandigheden wordt beoefend. Het blijkt immers niet zo vanzelfsprekend om personeel te vinden. Zo verhindert het personeelstekort dat de gevangenis van Haren volledig in gebruik kan worden genomen.

Kunnen de genodigden uitleggen hoe een sociaal akkoord waarin bepaalde afspraken worden gemaakt niet kan samengaan met het aanwerven van extra personeel? Zou dat akkoord eventueel nog verbeterd en verfijnd kunnen worden?

De spreekster herhaalt dat het de bedoeling is om ervoor te zorgen dat er meer helpende handen zijn om het werk te kunnen verlichten. Het besef is er wel dat er meer nodig is dan dat alleen.

Mevrouw Marijke Dillen (VB) constateert dat alle vakbonden hetzelfde standpunt delen en geen enkele positieve noot laten vallen over het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel, dat eigenlijk een wetsontwerp is waarmee de regering het verplichte advies van de Afdeling Wetgeving van de Raad van State wil omzeilen.

De fractie van de spreekster onderschrijft de analyse van de vakbonden volledig. De gemaakte opmerkingen inzake overbevolking, personeelstekort en statuut zijn terecht en de voorgestelde maatregelen – zoals het tijdig aanwerven van personeel wanneer men weet dat een gevangenis het jaar daarop opent, het inzetten van personeelsleden zodat zij al ervaring kunnen opdoen in bestaande gevangenis, of het aanpassen van het examen – verdienen het te worden bekeken.

Au vu des explications fournies, l'idée d'engager du personnel européen ne convainc guère.

III. — ÉCHANGE DE VUES

A. Questions et observations des membres

Mme Sophie De Wit (N-VA) explique que l'objectif du texte à l'examen est d'alléger la charge de travail, ce que les orateurs invités, visiblement mécontents, auront peut-être du mal à croire. Elle ajoute que cet objectif nécessite de prendre certaines mesures, notamment pour lutter contre la surpopulation, qui n'est toutefois pas la question qui occupe présentement la commission.

En effet, l'objet du présent débat est de trouver des solutions pour attirer de la main-d'œuvre vers une profession qui s'exerce dans des conditions difficiles. Il n'est en effet pas si facile de trouver du personnel. Et cette pénurie de personnel empêche par exemple d'exploiter pleinement la capacité de la prison de Haren.

Les invités pourraient-ils expliquer pourquoi un accord social prévoyant certaines mesures en faveur du personnel ne pourrait pas aller de pair avec le recrutement de membres du personnel supplémentaires? Cet accord pourrait-il éventuellement encore être amélioré et affiné?

L'intervenante réitère que l'objectif est de renforcer les effectifs pour alléger la charge de travail. Chacun est cependant conscient qu'il faudra encore faire davantage.

Mme Marijke Dillen (VB) constate que tous les syndicats partagent le même point de vue et ne formulent aucune observation positive à propos de la proposition de loi à l'examen qui est en réalité un projet de loi déguisé, subterfuge grâce auquel le gouvernement entend contourner l'obligation d'obtenir l'avis de la section de législation du Conseil d'État.

Le groupe de l'intervenante souscrit pleinement à l'analyse des syndicats. Les observations formulées au sujet de la surpopulation, du manque de personnel et du statut sont justifiées, et les mesures proposées – comme le recrutement en temps utile de personnel lorsqu'on sait qu'une prison ouvrira l'année suivante, le déploiement, dans des prisons existantes, de ces nouvelles recrues pour leur permettre d'acquérir déjà de l'expérience, ou encore la réforme de l'examen – méritent d'être examinées.

Het lid heeft evenwel een vraag: beschikken de geïndigden over cijfers met betrekking tot het aantal Belgische penitentiaire beambten dat in de buurlanden gaat werken?

De heer Pierre Jadoul (MR) erkent dat men veel begrip kan opbrengen voor de problemen van de gevangenen, onder andere wegens de overbevolking. Het valt eveneens te begrijpen dat organisaties eisen stellen met betrekking tot het statuut, de wedde of de arbeidsomstandigheden.

Er moet evenwel aan worden herinnerd dat de onderhandelingen niet in het Parlement plaatsvinden, maar worden gevoerd met de regering en de overheidssdiensten. De leden hebben in dat opzicht dus weinig mogelijkheden om in te grijpen.

De spreker stelt een aantal vragen: in hoeverre kan het initiatief dat voortvloeit uit het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel een averechts effect hebben op de evolutie van de situatie in de gevangenen of op de arbeidsomstandigheden en de personeelsbezetting?

Wat kunnen de redenen zijn om tegen dit wetsvoorstel gekant te zijn, ook al beweert niemand dat het alle problemen onmiddellijk zal oplossen?

Waarom zou het parlementair initiatief onontvankelijk zijn? Het zou nochtans resultaten kunnen opleveren die men, voor zover ze positief zijn, alleen maar kan toejuichen.

Het lid ziet wat hem betreft niet in hoe dit initiatief een negatief effect zou kunnen hebben op de arbeidsomstandigheden of op de werving binnen de gevangenen.

De heer Khalil Aouasti (PS) bekijkt de zaak vanuit een heel ander perspectief. In werkelijkheid gaat het niet om de overbevolking in de gevangenen, maar om het statuut van het personeel en de openbare diensten, wat ruimer gaat dan het gevangenispersoneel. Net zoals het Strafwetboek werd gewijzigd onder het voorwendsel dat buitenlanders misdrijven plegen, wordt nu overwogen het personeelsstatuut te wijzigen door, onder het mom van de overbevolking van de gevangenen, een beroepsmogelijkheid in te voeren die neerkomt op een achterpoortje. Het probleem wordt immers verkeerd aangepakt. Sommige gevangenen die men had moeten sluiten, zijn nog steeds open, zoals die van Sint-Gillis of de oude gevangenis van Antwerpen. Nu gaat men ze daarenboven verlengen.

Eerst houdt men onbewoonbare instellingen open om de overbevolking op te vangen die men zelf heeft

La membre pose toutefois une question: les invités disposent-ils de chiffres sur le nombre d'agents pénitentiaires belges qui travaillent dans les pays voisins?

M. Pierre Jadoul (MR) estime qu'en effet, on peut avoir beaucoup de compréhension pour les difficultés liées, notamment à la surpopulation carcérale. Il est également concevable que des organisations formulent des revendications en termes de statut, de traitement ou de conditions de travail.

Force est néanmoins de rappeler que les négociations n'ont pas lieu au Parlement, mais qu'elles sont menées avec l'exécutif et l'administration. Dès lors, les membres disposent de peu de marges d'intervention à cet égard.

L'intervenant en vient à ses questions: en quoi la tentative découlant de la proposition de loi à l'examen pourrait-elle risquer d'être potentiellement contre-productive par rapport à une évolution de la situation dans les prisons et par rapport à une évolution des conditions de travail et du remplissage des cadres dans les prisons?

Quelles peuvent être les raisons d'une opposition à la proposition de loi à l'examen, même si personne ne prétend qu'elle réglerait tout immédiatement?

En quoi l'initiative parlementaire serait-elle irrecevable? Elle pourrait pourtant conduire à des résultats dont on ne pourrait que se féliciter, pour autant qu'ils s'avèrent favorables.

Pour sa part, le membre ne voit pas comment la tentative pourrait avoir un effet négatif sur les conditions de travail ou sur le recrutement au sein des prisons.

M. Khalil Aouasti (PS) se situe dans une perspective complètement différente. En réalité, le sujet n'est pas la surpopulation carcérale, mais bien le statut du personnel et de l'administration publique, et pas uniquement celui des agents pénitentiaires. De la même manière que le Code pénal a été modifié sous prétexte que des étrangers commettent des délits, il est ici envisagé de modifier le statut du personnel en introduisant, sous couvert de la surpopulation carcérale, un recours qui s'apparente à une porte dérobée. Parce qu'on prend le problème à l'envers. En effet, il y a des prisons toujours ouvertes – comme Saint-Gilles ou l'ancienne prison d'Anvers – alors qu'elles auraient dû fermer et qu'on va prolonger.

D'abord on maintient ouverts des établissements insalubres pour absorber une surpopulation que l'on

veroorzaakt, en vervolgens trommelt men daarvoor personeel op dat elders zou kunnen worden ingezet.

Als klap op de vuurpijl besluit men geen enkele beslissing te nemen om de overbevolking in de gevangenissen aan te pakken.

In de zomer van 2025 werd een maatregel voorgesteld waarvan al was aangekondigd dat die zinloos zou zijn, wat door de feiten is bevestigd. Een jaar later is er nog steeds geen enkel resultaat.

Op 19 maart 2026 zou na driepartijenoverleg een akkoord zijn bereikt, dat de volgende dag door de meerderheid werd aangenomen. Dat akkoord betrof de invoering van elektronische enkelbanden voor personen veroordeeld tot straffen van maximaal 18 maanden, die sowieso (bijna) niet naar de gevangenis moeten. Een en ander betekent dat de maatregel geen enkel effect zal hebben op de meer dan 2500 mensen die momenteel door de overbevolking in de gevangenissen worden getroffen, noch op de ongeveer 600 mensen die op de grond slapen. Met andere woorden, het akkoord zal geen reële impact hebben.

De maatregel zal misschien ruimte vrijmaken voor wie veroordeeld is tot een straf van maximaal tien jaar – ongeveer 400 tot 500 personen –, maar dat zal niet volstaan in het licht van de circa 2500 gevangenen die de gevolgen van de overbevolking ondervinden.

Bovendien wordt het personeel dat geslaagd is voor het statutariseringsexamen niet in dienst genomen, terwijl destijds net werd verwezen naar budgettaire beperkingen. Het probleem is dus gecreëerd en in plaats van het bij de wortel aan te pakken, bestaat de voorgestelde oplossing in een wijziging van het personeelsstatuut om een deel van het openbaar ambt, in casu de penitentiair beambten, flexibeler te maken. Van hen wordt vervolgens gevraagd begrip te tonen en de maatregel te beschouwen als een antwoord op hun moeilijkheden.

De regeling die met dit achterpoortje wordt ingesteld voor de penitentiair beambten, zou in de toekomst weleens voor het hele openbare ambt van toepassing kunnen worden. Door vaker te kiezen voor contractuele werknemers, daarnaast privépersoneel in te zetten en ook nog eens buitenlandse arbeidskrachten toe te laten, zal het statuut gaandeweg verdwijnen. Die combinatie zal leiden tot een geleidelijke en algehele uitholling van het personeelsstatuut.

Is dat wel de normale gang van zaken? Zoals de vorige spreker al aangaf, is het niet aan het Parlement

a soi-même créée, mobilisant ainsi des effectifs qui pourraient être déployés ailleurs.

Ensuite, on décide de ne prendre aucune décision en matière de surpopulation carcérale.

Une mesure a été présentée à l'été de 2025 dont l'inutilité avait été annoncé, ce que les faits ont confirmé. Un an plus tard, aucun résultat n'a été engrangé.

Un accord serait intervenu le 19 mars 2026 en tripartite, adopté le lendemain par la majorité, concernant la mise en place de bracelets électroniques pour les personnes condamnées à des peines allant jusqu'à 18 mois, lesquelles ne sont de toute façon – ou presque – pas incarcérées. Cela signifie que cette mesure n'aura aucun effet sur les plus de 2500 personnes actuellement concernées par la surpopulation carcérale, ni sur les quelque 600 personnes qui dorment au sol. En d'autres termes, cet accord restera sans impact réel.

La mesure libérera peut-être de la capacité par rapport aux personnes condamnées à des peines allant jusqu'à dix ans – soit environ 400 à 500 personnes – mais, à l'échelle de quelque 2500 personnes concernées par la surpopulation carcérale, cela ne suffira pas à résorber le problème.

Par ailleurs, le personnel ayant réussi les examens de statutarisation n'est pas engagé, alors même qu'on invoquait, à l'époque, des contraintes budgétaires. Le problème est donc créé, et plutôt que de le résoudre à la source, la solution proposée consiste à modifier le statut du personnel afin de flexibiliser une partie de la fonction publique, en l'occurrence les agents pénitentiaires, auxquels on demande ensuite de se montrer compréhensifs et de considérer cette mesure comme une réponse à leurs difficultés.

Le mécanisme mis en place avec cette porte dérobée pour les agents pénitentiaires pourrait s'appliquer demain à tout le reste de la fonction publique. La combinaison de la contractualisation, du recours accru au privé et du recrutement de personnel étranger conduit progressivement à la disparition du statut. L'articulation de ces différents instruments entraîne une érosion progressive du statut du personnel dans sa globalité.

Est-il normal de procéder de cette manière? Comme l'a précisé le préopinant, il n'appartient pas au Parlement

om het werk te doen. In principe is dit een kwestie voor de regering en de vakbonden.

Iedereen weet dat voorliggende tekst alleen maar de schijn van een wetsvoorstel wekt; in werkelijkheid gaat het om een wetsontwerp. Dan had het echter moeten worden voorgelegd aan de sociale partners. Door er evenwel een wetsvoorstel van te maken, omzeilt de regering het sociaal overleg en probeert ze zich er vanaf te maken met een hoorzitting. Dat is dus geen overleg.

Is het normaal dat de in sector 3 onderhandelde wet van 2019 zonder enig sociaal overleg wordt gewijzigd? Zijn er, voor zover de vakbonden zich kunnen herinneren, al eerder teksten geweest – hoe kort ook – die morrelden aan het ambtenarenstatuut en doelbewust als wetsvoorstellen waren ingediend om de sociale partners buitenspel te zetten? Dat zou immers een cruciaal precedent zijn.

Vervolgens merkt de spreker op dat het hier om ambtenaren gaat en dat binnen het hele openbare ambt de groeiende trend heerst om vaker voor contractueel personeel te kiezen. Die contractuelen krijgen dan vaak in eerste instantie taken toevertrouwd waarbij ze geen of slechts beperkt contact hebben met de gedetineerden of waarbij ze geen dwang zullen moeten gebruiken.

De vraag is hoever men daarin kan gaan. De grens tussen contact en dwang blijft immers vaag. Quid met iemand die aan het onthaal van een gevangenis zit en daar de tassen controleert? Houdt diens taak dwang in?

Vormt die keuze voor privépersoneel, los van de kwestie van de penitentiair beambten, geen risico voor de particuliere beveiliging in al haar geledingen en bij uitbreiding ook voor andere domeinen van het openbaar ambt? De spreker noemt het voorbeeld van de gezondheidszorg, waar in feite niets zou beletten om voortaan aan de hand van wetsvoorstellen min of meer soortgelijke maatregelen in te voeren.

Over gevangenispersoneel uit andere EER-lidstaten zegt de spreker dat die zeker welkom zijn, maar hoe zit het dan juist met de veiligheidsverificaties? Die personen verblijven niet noodzakelijk op Belgisch grondgebied. Het kan bijvoorbeeld gaan om grenswerkers uit Nederland, Duitsland, Luxemburg of Frankrijk. Hoe zouden de al bestaande veiligheidsverificaties in hun werk gaan voor die mensen, die dus rechtmatig komen werken op Belgisch grondgebied maar er niet verblijven?

Er is vaak verwezen naar een sociaal akkoord om het beroep aantrekkelijker te maken. Wat zijn daarvan de

d'effectuer le travail. Normalement, c'est une question qui concerne le gouvernement et les syndicats.

Chacun sait que le texte en question est un projet de loi qui n'a de proposition que l'apparence. Il aurait dû être soumis à la concertation sociale. Comme c'est une proposition, le gouvernement évite la concertation sociale et on essaye d'organiser une audition à la place. Ce n'est pas encore la concertation.

Est-il normal de modifier la loi 2019 qui a été négociée en secteur 3 sans concertation sociale? A-t-on déjà vu, de mémoire des syndicats, des textes, même courts, qui portent atteinte au statut de la fonction publique, et qui sont présentés sous forme de propositions de loi pour éviter la concertation sociale intentionnellement? Ce serait un précédent d'une ampleur considérable.

Ensuite, il s'agit du cadre de la fonction publique, qui très clairement subit la volonté accrue de recourir à la contractualisation. Des velléités apparaissent également de confier à des contractuels toute une série de missions qui, dans un premier temps, ne relèvent ni du contact direct avec le public, ni du semi-contact, ni de la contrainte.

Toutefois, les limites de cette évolution demeurent incertaines. La distinction entre contact et contrainte reste floue. Ainsi, lorsqu'un agent assure l'accueil d'un établissement pénitentiaire et procède à la vérification des sacs, doit-on considérer qu'il exerce ou non une mission de contrainte?

Ce recours au privé ne présente-t-il pas une menace, au-delà de la question des agents pénitentiaires, pour tous les pans liés à la sécurité privée, voire d'autres pans de la fonction publique? On peut encore penser à tous les pans liés aux soins de santé où rien, en fait, n'empêcherait, qu'on puisse avancer avec des mesures un peu similaires demain ou après-demain à l'aide des propositions de loi.

Quant aux Européens, s'ils sont certes les bienvenus, des questions subsistent en matière de contrôles de sécurité. Ces personnes ne sont pas nécessairement établies sur le territoire belge. Le membre songe aux transfrontaliers néerlandais, allemands, luxembourgeois, ou français. Comment faire pour que les contrôles de sécurité qui sont appliqués aujourd'hui soient appliqués à ces personnes qui seront légitimes et autorisées, demain, à travailler, sur le territoire belge, sans y résider?

On a beaucoup parlé d'un accord social pour rendre la fonction beaucoup plus attractive. Quels en sont les

krijtlijnen en het tijdspad? Het zou immers vreemd zijn om na lang onderhandelen een sociaal akkoord te sluiten en vervolgens te moeten vaststellen dat de minister aan de hand van een wetsvoorstel in het Parlement een maatregel doorvoert die voorbijgaat aan dat sociaal akkoord.

Tot slot staat het lid stil bij de budgettaire krapte.

Justitie moet het stellen met zeer beperkte middelen, in die mate dat zelfs voor de gevangensmaaltijden een gat van 10 miljoen euro gaapt. Ook de responsabiliseringsbijdrage wekt wantrouwen bij de heer Auasti. Is dat in werkelijkheid geen begrotingszet die de intentie bevestigt om komaf te maken met het statuut, temeer daar die bijdrage kan worden omzeild door contractueel personeel en buitenlandse werknemers (van binnen de EER) in te zetten? Onder het mom van een oplossing voor de overbevolking in de gevangnissen zullen eerst de penitentiair beambten worden geslachtofferd, om vervolgens die nieuwe beleidsstrategie uit te breiden naar andere sectoren.

De heer Julien Ribaldo (PVDA-PTB) is gezien het personeelstekort blij met de reclamecampagne om werknemers aan te trekken voor deze sector. Sloganmatig beweren dat werken in een gevangenis meer is dan een job maar een heuse rol is die men vervult, strookt echter niet met de doelstelling. De werknemers moeten immers ook de middelen krijgen om hun functie correct uit te oefenen, wat vandaag niet het geval is.

Sommige leden vragen zich af waarom er verzet is tegen een wetsvoorstel over de organisatie van de penitentiaire diensten en het statuut van het penitentiair personeel, dat zogezegd soelaas zou bieden. Dit wetsvoorstel is echter allerminst onschuldig, aangezien het in werkelijkheid tot doel heeft het statuut aan te tasten.

Alle aanwezige vakbondsvertegenwoordigers verzetten zich ertegen. Het is duidelijk dat de voorstellen die op tafel liggen veeleer gericht zijn op privatisering. De werkwijze van de meerderheid om dit wetsvoorstel erdoor te drukken zonder rekening te houden met de vakbonden en zonder sociaal overleg, werkt niet. De vakbonden vragen, net als de fractie van de spreker, om het sociaal akkoord een kans te geven opdat de functie kan worden opgewaardeerd. Nog voordat het sociaal akkoord in de praktijk kan worden gebracht, wil men het al onderuithalen. Zoals al is opgemerkt: waarom kan de aanwervingsprocedure in België niet worden versneld, vooraleer personeel in het buitenland wordt gezocht? Waarom kiest men niet voor meer promoties? Waarom geen studenten uit veiligheidsopleidingen aantrekken?

contours et comment se présente son calendrier? Parce qu'il est plutôt étrange de négocier longuement afin d'aboutir à un accord social, pour qu'ensuite, la ministre décide d'une mesure par le biais d'une proposition de loi déposée au Parlement qui n'est pas contenue dans l'accord social.

Enfin, le membre aborde la question budgétaire.

Le département de la Justice fonctionne avec des moyens très limités, au point qu'un déficit de 10 millions d'euros pour l'alimentation en prison a été évoqué. M. Auasti se dit méfiant, eu égard à la cotisation de responsabilisation. L'argument budgétaire semble jouer un rôle central confirme une volonté de mettre fin au statut, d'autant que la combinaison contractualisation-recrutement européen permettrait d'ignorer cette cotisation à l'avenir. Sous couvert de répondre à la surpopulation carcérale, les agents pénitentiaires seraient les premiers concernés, avant une extension de la nouvelle politique à d'autres secteurs.

M. Julien Ribaldo (PVDA-PTB) exprime son approbation – vu la pénurie – pour la campagne publicitaire visant à attirer des travailleurs dans le domaine qui fait débat: "Travailler en prison plus qu'un job, un vrai rôle". Le slogan est pourtant en contradiction avec l'objectif poursuivi, car il faut aussi donner les moyens aux travailleurs d'exercer leur fonction correctement, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Certains membres se demandent ce qui motive l'opposition à une proposition de loi concernant l'organisation des services pénitentiaires et le statut du personnel pénitentiaire qui viendrait prétendument en aide. Or, la proposition de loi à l'examen est loin d'être innocente, car en réalité, elle a pour but de porter atteinte au statut.

Tous les représentants syndicaux présents s'y opposent. On voit que les propositions qui sont sur la table poursuivent plutôt un objectif de privatisation. La méthode de procéder de la majorité pour faire passer sa proposition de loi en ignorant les organisations syndicales et se dispenser de la concertation ne fonctionne pas. Celles-ci demandent, et le groupe de l'orateur les soutient, de donner une chance à l'accord social, qui permet de revaloriser la fonction. Avant même de le mettre en œuvre, on veut sabrer cet accord social. Comme il a été signalé, pourquoi ne pas accélérer les procédures de recrutement en Belgique, avant d'aller chercher du personnel à l'étranger? Pourquoi ne pas faire plus de promotions? Pourquoi ne pas attirer les étudiants qui suivent une formation de sécurité?

Het is duidelijk dat hier niet de overbevolking in de gevangenis gevisieerd wordt, maar de personeelsbezetting. Werknemers gaan weg bij de FOD Justitie omdat ze de arbeidsomstandigheden niet langer accepteren. Zoals gezegd moeten die omstandigheden dan ook worden verbeterd. De maatregelen die in het sociaal akkoord zijn vastgelegd (opleiding in 2027, loonsverhoging in 2028) vereisen enige tijd.

Er zou 11 miljoen euro worden uitgetrokken om personeel uit de privésector aan te werven – in werkelijkheid minder dan 100 penitentiair beambten. Dat bedrag zou men beter besteden aan de openbare dienstverlening in de strikte zin van het woord. Het zogenaamde aanzuigeffect is slechts een voorwendsel en houdt geen rekening met de praktische realiteit.

Beschikken de vakbondsvertegenwoordigers over cijfers over het aantal betrokken personen?

Hoe staat het met screening? Hoelang duurt het om die te organiseren? Wie zal die screening uitvoeren? Wat is het standpunt van de genodigden over de screening van Europese werknemers, waarbij samenwerking met administraties van andere lidstaten nodig is?

Mevrouw Aurore Tourneur (Les Engagés) benadrukt dat de meerderheid ernaar streeft zo snel mogelijk oplossingen te vinden en de werklust van de penitentiair beambten te verlichten. Tegelijk is het de bedoeling de omstandigheden van de gedetineerden te verbeteren.

Vervolgens stelt de spreekster vragen aan de genodigden.

Hoeveel tijd zit er momenteel tussen de publicatie van een wervingsexamen en de effectieve indiensttreding van een geslaagde kandidaat? Welke stappen zouden eventueel kunnen worden ingekort zonder de kwaliteit van de selectie in het gedrang te brengen?

Vroeger zou er een mentorsysteem hebben bestaan voor nieuwe penitentiair beambten, maar dat zou in onbruik zijn geraakt. Hoe komt dat?

Welke prioritaire maatregel zou op korte termijn de grootste impact hebben op het personeelstekort?

Mevrouw Nele Daenen (Vooruit) geeft aan dat er zeker begrip is voor de geschetste situatie en dat zij uit de uiteenzettingen begrijpt dat de betrokkenen niet akkoord gaan met het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel.

Zij herinnert eraan dat vanuit de meerderheid duidelijk de intentie bestaat om tot oplossingen te komen.

Il est évident qu'il n'est pas question de surpopulation carcérale, mais du cadre. Et les travailleurs s'enfuient du SPF Justice, parce qu'ils n'acceptent plus les conditions de travail. Il convient dès lors, comme cela a été dit, d'améliorer ces conditions. Les mesures prévues par l'accord social (formation en 2027, revalorisation du salaire en 2028) nécessiteront un certain temps.

Il est question de consacrer 11 millions d'euros pour embaucher du personnel du secteur privé – moins d'une centaine d'agents pénitentiaires, en réalité. Il vaudrait mieux affecter ce montant au service public au sens strict. L'appel d'air n'est qu'un prétexte et ne prend pas en compte l'aspect pratique des choses.

Les représentants syndicaux disposent-ils de données chiffrées quant au nombre de personnes concernées?

Quid du screening? Combien de temps faut-il pour le réaliser? Quels sont acteurs qui l'effectuent? Quel est le point de vue des invités concernant le screening des travailleurs européens, qui devra impliquer des avec des administrations d'autres États?

Mme Aurore Tourneur (Les Engagés) insiste tout d'abord sur la volonté de la majorité, qui est bien de trouver des solutions le plus rapidement possible et de soulager les agents pénitentiaires, d'une part, mais aussi d'améliorer les conditions de détention des détenus, d'autre part.

Ensuite, l'intervenante en vient à ces questions aux invités.

Combien de temps s'écoule-t-il actuellement entre la publication d'un examen de recrutement et l'entrée en service effectif d'un lauréat? Quelles étapes pourraient peut-être être raccourcies sans sacrifier la qualité de la sélection?

Il y avait, semble-t-il, un système de parrainage pour les nouveaux agents pénitentiaires et ce système de mentorat ne serait plus d'actualité. Pourquoi?

Quelle mesure prioritaire aurait le plus d'impact à court terme sur la pénurie du personnel?

Mme Nele Daenen (Vooruit) indique que tout le monde comprend la situation qui a été décrite, et qu'elle comprend des exposés que les orateurs invités sont opposés à la proposition de loi à l'examen.

Elle rappelle que les partis de la majorité ont clairement l'intention de trouver des solutions. Selon elle, les

Volgens haar komt uit de uiteenzettingen vooral naar voren dat er bezorgdheid leeft over het statuut van de functie en het risico dat dit zou worden uitgehouden. Daarnaast wordt gewezen op eerdere tekortkomingen in het aanwervingsproces, waarbij kandidaten weliswaar voor de examens slaagden, maar van wie uiteindelijk slechts een deel werd aangeworven.

Zij merkt op dat er in de toelichting van het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel ook een aantal suggesties zijn gedaan, maar benadrukt dat men vandaag geconfronteerd wordt met een zeer acuut probleem. Hoewel erkend wordt dat deze problematiek al langer bestaat, onderstreept zij de noodzaak om op korte termijn tot oplossingen te komen.

In dat kader stelt zij de vraag hoe dit acute probleem volgens de betrokkenen concreet en op korte termijn kan worden aangepakt. Zij geeft aan dat het wetsvoorstel precies vanuit die urgentie werd ingediend, en vraagt expliciet naar alternatieve oplossingen die een onmiddellijk antwoord kunnen bieden op de huidige situatie.

Mevrouw Leentje Grillaert (cd&v) benadrukt het belang van dergelijke hoorzittingen, waarin ruimte is om te luisteren naar de bezorgdheden van de betrokken actoren.

Zij geeft aan dat de meerderheid zich bewust is van de uitdagingen en daadwerkelijk wil werken aan oplossingen. Tegelijk erkent zij dat de voorliggende maatregelen vragen en bezorgdheden kunnen oproepen bij de betrokkenen, waarvoor zij begrip toont.

Het wetsvoorstel dat vandaag wordt besproken, situeert zij als één onderdeel van een ruimer geheel aan maatregelen. Zij onderstreept dat er binnen de meerderheid een duidelijke intentie bestaat om de gesignaleerde problemen aan te pakken, en dat dit voorstel daarin een eerste stap vormt.

Ten slotte verwijst zij naar de opmerkingen die zijn geformuleerd met betrekking tot het sociaal akkoord en de mogelijke spanningen met de voorgestelde maatregelen. Op dit punt vraagt zij bijkomende toelichting.

De heer Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen) dankt de aanwezige vertegenwoordigers van de vakorganisaties voor hun analyse van het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel.

Hij stelt vast dat de problematiek van de overbevolking in de gevangenissen terecht wordt aangekaart en benadrukt dat deze situatie vandaag bijzonder ernstig is.

exposés mettent surtout en évidence des inquiétudes concernant le statut de la fonction et le risque de le voir vidé de sa substance. Par ailleurs, d'aucuns ont souligné des dysfonctionnements intervenus antérieurement dans le processus de recrutement, dans la mesure où seule une fraction de l'ensemble des candidats ayant réussi les examens ont été finalement recrutés.

La membre fait observer que les développements de la proposition de loi à l'examen contiennent aussi une série de suggestions, mais elle souligne que l'on est aujourd'hui confronté à un problème très urgent. Bien qu'elle reconnaisse que ce problème ne date pas d'hier, elle insiste sur la nécessité de trouver des solutions à court terme.

Dans ce contexte, elle demande aux invités comment ce problème urgent pourrait être concrètement résolu à court terme. Elle indique que la proposition de loi à l'examen a précisément été déposée pour répondre à cette urgence, et elle demande explicitement aux invités de formuler des solutions alternatives susceptibles de remédier immédiatement à la situation actuelle.

Mme Leentje Grillaert (cd&v) souligne l'importance de telles auditions, qui permettent d'écouter les préoccupations des acteurs concernés.

Elle indique que la majorité est consciente des défis à relever et souhaite réellement travailler à la mise en place de solutions. Parallèlement, elle reconnaît que les mesures à l'examen peuvent susciter des questions et des inquiétudes chez les personnes concernées, ce qu'elle comprend.

L'intervenante considère la proposition de loi à l'examen comme un élément d'un ensemble plus large de mesures. Elle souligne qu'il existe au sein de la majorité une intention claire de s'atteler aux problèmes signalés, et que la proposition à l'examen constitue une première étape en ce sens.

Enfin, elle renvoie aux observations formulées à l'égard de l'accord social et des tensions éventuelles par rapport aux mesures proposées, et demande des explications supplémentaires sur ce point.

M. Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen) remercie les représentants des syndicats présents pour leur analyse de la proposition de loi à l'examen.

Il constate que la problématique de la surpopulation carcérale est abordée à juste titre et insiste sur la gravité de la situation actuelle.

Hij wijst erop dat de overbevolking voorlopig niet wordt opgelost, ook niet na het non-akkoord in de voorafgaande week. Volgens hem is het duidelijk dat de problematiek zich op korte termijn opnieuw zal stellen. Hij verwijst daarbij naar het recente aantal van 701 gedetineerden die op de grond slapen, een nieuw record, en waarschuwt dat dit aantal verder kan oplopen indien geen structurele maatregelen worden genomen.

Volgens hem bestaat er brede consensus dat het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel op zich geen oplossing biedt voor deze problematiek.

Zijn voornaamste bezorgdheid betreft het risico dat het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel de deur zou openen naar een grotere rol voor private actoren, zoals private bewakingsfirma's. Hij merkt op dat deze piste reeds expliciet door de regering naar voren werd geschoven voor bepaalde functies, en benadrukt dat dit voor zijn fractie een fundamenteel punt van onenigheid vormt.

Hij verduidelijkt dat zijn fractie op zich geen principieel bezwaar heeft tegen het openstellen van bepaalde functies voor personen met een andere dan de Belgische nationaliteit. De bezorgdheid situeert zich echter bij het mogelijke verband met een verdere privatisering van taken.

In dat kader stelt hij een concrete vraag over de impact van het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel op de kwalificatie van bepaalde functies als gezagsfuncties. Hij wil weten of het openstellen van functies voor inwoners van de Europese Economische Ruimte een wijziging inhoudt in de aard van de gezagsfuncties. Indien dat het geval is, zou dit volgens hem de drempel voor verdere stappen richting privatisering kunnen verlagen. Indien niet, zou dit net een belangrijke garantie kunnen vormen. Hij geeft aan hierover onvoldoende inzicht te hebben en vraagt om verdere toelichting.

Daarnaast gaat hij in op de problematiek van de veiligheidsscreening. Hij stelt dat screening relatief eenvoudig kan zijn voor personen die reeds lange tijd in België verblijven, maar wijst op de moeilijkheden wanneer het gaat om personen uit andere landen van de Europese Economische Ruimte die geen eerdere band met België hebben. In dergelijke gevallen zal samenwerking met buitenlandse diensten noodzakelijk zijn, wat bijkomende uitdagingen met zich meebrengt.

Tot slot verwijst hij naar mogelijke alternatieven om de rekrutering te verbeteren. Een tijdigere opstart van

Il ajoute que les difficultés ne sont toujours pas résolues, malgré le non-accord de la semaine dernière. Selon lui, il est clair que la problématique se posera à nouveau sous peu. Il renvoie à cet égard au chiffre récent de 701 détenus dormant à même le sol – un nouveau record – et prévient que ce nombre pourrait encore augmenter si aucune mesure structurelle n'est initiée.

L'intervenant précise par ailleurs qu'il existe un large consensus sur le fait que la proposition de loi à l'examen ne constitue pas, en soi, une solution à cette problématique.

Sa principale préoccupation concerne le risque que la proposition de loi à l'examen ouvre la porte à un rôle renforcé pour des acteurs privés, tels que les entreprises privées de gardiennage. Il fait observer que cette piste a déjà été explicitement avancée par le gouvernement pour certaines fonctions et que cette éventualité constitue un point fondamental de désaccord pour son groupe.

Le groupe Ecolo-Groen ne s'oppose pas, par principe, à l'ouverture de certaines fonctions à des personnes ne possédant pas la nationalité belge. Il s'inquiète néanmoins du lien potentiel avec une nouvelle privatisation des tâches.

Dans ce contexte, l'intervenant demande concrètement quel sera l'impact de la proposition de loi à l'examen sur la qualification de certaines fonctions comme fonctions d'autorité: l'ouverture de certaines fonctions aux ressortissants de l'Espace économique européen impliquera-t-elle une modification de la nature des fonctions d'autorité? Dans l'affirmative, une telle évolution pourrait, selon lui, lever les obstacles à l'adoption de nouvelles mesures de privatisation. À l'inverse, si la nature de ces fonctions devait demeurer inchangée, cela constituerait justement une garantie importante. Il indique ne pas avoir suffisamment d'informations à ce sujet et demande des explications supplémentaires.

M. Van Hecke évoque ensuite la problématique de la vérification de sécurité. Il estime qu'une telle vérification peut s'avérer relativement simple pour les personnes qui résident en Belgique depuis longtemps, mais que des difficultés apparaissent lorsqu'il s'agit de personnes originaires d'autres pays de l'Espace économique européen qui n'ont aucun lien antérieur avec la Belgique. Dans de tels cas, il sera nécessaire de coopérer avec les services étrangers, ce qui posera de nouveaux défis.

Enfin, il aborde les alternatives possibles pour améliorer le recrutement. Initier les procédures de recrutement

rekruteringsprocedures kan een deel van de oplossing zijn. Daarnaast haalt hij praktijkervaringen aan waarbij individuele instellingen zelf personeel konden aanwerven in hun regio, wat volgens hem positieve resultaten heeft opgeleverd. Hij vraagt naar de visie van de betrokkenen op deze aanpak en of dit een piste is die verder kan worden ontwikkeld.

Mevrouw Katja Gabriëls (Anders.) benadrukt dat het voorliggende wetsvoorstel in de eerste plaats tot doel heeft om op korte termijn bijkomend personeel aan te trekken.

Tegelijk stelt zij vast dat door de sprekers verschillende alternatieve pistes en verbeterpunten zijn aangereikt. Daarbij werd onder meer verwezen naar de loon- en arbeidsvoorwaarden als belangrijke factoren in het aantrekken van personeel.

Zij verwijst specifiek naar de tussenkomst van de heer De Smedt, waarin werd aangegeven dat er ook andere, meer constructieve manieren bestaan om de doelstelling te bereiken. Zij nodigt de sprekers uit om eventuele bijkomende suggesties die nog niet aan bod zijn gekomen, in een volgende ronde met de commissie te delen.

Daarnaast wijst zij erop dat een belangrijk knelpunt ligt in het laattijdig opstarten van de aanwervingsprocedure, met name in het kader van de nieuwe gevangenis van Antwerpen. Zij merkt op dat hier ook in de toelichting bij het wetsvoorstel naar wordt verwezen (DOC 56 1418/001, blz. 3 en 4).

Tot slot geeft zij aan zelf geen bijkomende vraag te hebben, maar zij veronderstelt dat de indieners van het wetsvoorstel mogelijk wel een analyse hebben gemaakt van de potentiële impact ervan, in het bijzonder wat betreft het aantal bijkomende personeelsleden dat via deze maatregel zou kunnen worden aangetrokken. Indien de sprekers hierover reeds inzichten hebben, nodigt zij hen uit om deze met de commissie te delen.

Mevrouw Claire Hugon Lecharlier (Ecolo-Groen) heeft gehoord dat het wetsvoorstel geen passend antwoord zou bieden op het personeelstekort, dat nochtans als een reëel en grootschalig probleem wordt erkend. Ze wijst in het bijzonder op het verband met de locatie van sommige gevangenissen, alsook op de opening van inrichtingen alvorens het nodige personeel beschikbaar was.

Ze verneemt ook dat er principiële bezwaren bestaan. Die zijn gebaseerd op de vrees dat de overwogen maatregelen een stap zijn in de richting van een toegenomen contractuïlisering, en zelfs een vorm van privatisering.

plus tôt pourrait constituer une partie de la solution. Il cite également des expériences pratiques dans lesquelles des institutions individuelles ont assuré elles-mêmes le recrutement de personnel à l'échelle régionale, avec des résultats jugés positifs. Quelle est la vision des personnes concernées sur cette approche? Est-ce une piste qui pourrait être davantage élaborée?

Mme Katja Gabriëls (Anders.) souligne que la proposition de loi à l'examen vise avant tout à recruter rapidement du personnel supplémentaire.

Elle constate par ailleurs que les orateurs ont proposé différentes pistes alternatives et suggestions d'amélioration. À cet égard, les conditions de rémunération et de travail ont été évoquées comme facteurs importants pour attirer du personnel.

L'intervenante fait spécifiquement référence à l'intervention de M. De Smedt, qui a indiqué qu'il existait d'autres moyens, plus constructifs, d'atteindre l'objectif visé. Elle invite les orateurs à partager avec la commission, lors d'une prochaine réunion, d'éventuelles suggestions supplémentaires qui n'auraient pas encore été abordées.

Elle pointe en outre un problème majeur lié au lancement tardif de la procédure de recrutement, plus particulièrement dans le cadre de la nouvelle prison d'Anvers. Elle fait observer que ce point est également mentionné dans les développements de la proposition de loi (DOC 56 1418/001, pp. 3 et 4).

Enfin, elle indique ne pas avoir d'autres questions, mais suppose que les auteurs de la proposition de loi ont sans doute réalisé une analyse de son impact potentiel, notamment en ce qui concerne le nombre de membres du personnel supplémentaires susceptibles d'être recrutés grâce à cette mesure. Si les orateurs disposent déjà d'éléments d'information à ce sujet, elle les invite à les partager avec la commission.

Mme Claire Hugon Lecharlier (Ecolo-Groen) indique avoir entendu que la proposition de loi ne constituerait pas une réponse jugée pertinente aux pénuries de personnel pourtant reconnues comme des problèmes réels et d'ampleur. Elle relève notamment le lien avec la localisation de certaines prisons ainsi qu'avec des ouvertures d'établissements, intervenues avant que le personnel nécessaire ne soit disponible.

Elle entend également l'existence d'objections de principe. Celles-ci reposent sur la crainte que les mesures envisagées constituent une étape vers une contractuïlisisation accrue voire une forme de privatisation. Sauf

Tenzij zij zich vergist, zou het openstellen van de functie van penitentiair bewakingsassistent voor personen zonder Belgische nationaliteit ertoe kunnen leiden dat die functie niet langer als een gezagsfunctie wordt beschouwd, met als gevolg dat het statutaire karakter ervan niet langer zou gelden. Ze vraagt of dat inderdaad de vrees is van de vakbonden.

Tevens brengt ze in herinnering dat de regering in het algemeen de voorkeur geeft aan contractuele boven statutaire aanwervingen. Daarom heeft ze die laatste duurder gemaakt. Ze merkt op dat die keuze een aanzienlijke weerslag zal hebben op de begroting van Justitie, want momenteel is niet in compensaties voorzien.

In die context wil zij zich ervan vergewissen dat de aangehaalde uitdagingen goed worden begrepen. Zij vraagt zich dan ook af of de voorgestelde analyse erop neerkomt dat het openstellen van de functie van penitentiair bewakingsassistent voor niet-Belgen zou kunnen leiden tot een herkwalificatie van die functie, waardoor die buiten het raamwerk van de gezagsfuncties zou vallen en er dus meer ruimte zou ontstaan voor contractuele aanwervingen.

B. Antwoorden van de genodigden en replieken

De heer Grégory Wallez dankt de commissieleden voor hun vragen. Hij wijst er vooreerst op dat een debat per definitie een confrontatie is tussen meningen. Hij heeft bepaalde standpunten gehoord die hij kan begrijpen, terwijl andere hem meer zorgen baren.

In het bijzonder is hij het niet eens met de opvatting dat het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel een verlichting van de werklust zou inhouden. In dat opzicht verwijst hij naar de realiteit: gevangenen zijn verplicht op de grond te slapen. Zijn de streefdoelen in het licht daarvan wel in overeenstemming met de beginselen van het humanisme? Volgens hem doet een humane insteek de werkdruk net toenemen, aangezien de verbetering van de gevangenisomstandigheden en de bestrijding van de overbevolking extra middelen vereisen.

Hij wijst erop dat de huidige moeilijkheden ertoe leiden dat meer personeel moet worden aangeworven, in het bijzonder omdat oude inrichtingen open moeten blijven om het hoofd te bieden aan de overbevolking in de gevangenis. Hij benadrukt tevens dat de bouw van nieuwe gevangenis op zich geen oplossing voor dat structurele probleem vormt.

Wat de oplossingen betreft, wijst hij op het belang van overleg met de vakbonden. Hij vraagt zich af in

erreur de sa part, l'ouverture de la fonction d'assistant de surveillance pénitentiaire à des personnes ne disposant pas de la nationalité belge pourrait conduire à ne plus considérer cette fonction comme une fonction d'autorité, ce qui aurait pour conséquence de ne plus imposer son caractère statutaire. Elle demande si telle est effectivement la crainte des organisations syndicales.

Elle rappelle également que le gouvernement a fait le choix, de manière plus générale, de favoriser les recrutements contractuels plutôt que statutaires, notamment en rendant ces derniers plus coûteux. Elle observe que cette orientation aura un impact significatif sur le budget de la justice, en l'absence, à ce stade, de compensations identifiées.

Dans ce contexte, elle souhaite s'assurer de la bonne compréhension des enjeux évoqués. Elle demande ainsi si l'analyse présentée consiste bien à considérer que l'ouverture de la fonction d'assistant pénitentiaire aux non-Belges pourrait entraîner une requalification de celle-ci, la faisant sortir du champ des fonctions d'autorité, et permettant dès lors une contractualisation accrue.

B. Réponses des orateurs invités et répliques

M. Grégory Wallez remercie les membres de la commission pour leurs questions. Il souligne d'emblée que le débat est, par nature, contradictoire, et indique avoir entendu certaines positions qu'il peut comprendre, tandis que d'autres le préoccupent davantage.

Il exprime notamment son désaccord avec l'idée selon laquelle la proposition de loi à l'examen viserait à alléger la charge de travail. Il évoque, à cet égard, les réalités constatées sur le terrain, notamment la situation de détenus contraints de dormir à même le sol, et s'interroge sur la cohérence de telles positions avec les principes d'humanisme. Selon lui, cet humanisme implique précisément une augmentation de la charge de travail, dans la mesure où l'amélioration des conditions de détention et la lutte contre la surpopulation nécessitent des moyens supplémentaires.

Il rappelle que les difficultés actuelles conduisent à devoir recruter davantage de personnel, notamment parce que des établissements anciens doivent rester en activité pour faire face à la surpopulation carcérale. Il insiste également sur le fait que la construction de nouvelles prisons ne constitue pas, à elle seule, une solution à ce problème structurel.

Abordant la question des solutions, il souligne l'importance de la concertation avec les organisations

hoeverre hun rol van belang is als wetsvoorstellen worden uitgewerkt zonder voorafgaand sociaal overleg. Overleg maakt integraal deel uit van de werking van de overheidssector. Hij is van mening dat het ontbreken daarvan het bestaansrecht van de vakbonden zelf zou ondermijnen.

Voorts verwijst hij naar de beleidskeuzes in het regeerakkoord, met name inzake de hervorming van de federale overheidsdiensten en de contractualisering. Hij acht het de plicht van de vakbonden te reageren op die ontwikkelingen en te waken over het behoud van het statuut van de ambtenaren.

Hij merkt op dat de versoepeling van de toegankelijkheid alleen betrekking heeft op penitentiair assistenten en niet op gevangenisdirecties, die wel de Belgische nationaliteit moeten blijven hebben. Volgens hem zorgt dat onderscheid al voor een aanzienlijk verschil in termen van gezagsfunctie.

Hij verwijst ook naar projecten die binnen de regering ter sprake zijn gekomen, zoals de scheiding van de magistratuur van de rest van de FOD Justitie. Hij spreekt de wens uit dat over die hervormingen wordt onderhandeld, veeleer dan dat ze worden opgelegd.

Hij gaat tot slot in op de aanwervingsproblematiek, die hij als cruciaal beschouwt. De huidige arbeidsomstandigheden, met overbevolking, geweld en onderkomen infrastructuur, maken het beroep weinig aantrekkelijk. Die betreurenswaardige omstandigheden worden bovendien dagelijks onder de aandacht gebracht in de pers. Hij is van oordeel dat die toestand tot een collectieve bewustwording zou moeten leiden, maar betreurt dat noemenswaardige actie uitblijft.

De aanwervingsproblematiek kan volgens hem niet los worden gezien van de arbeids- en de detentieomstandigheden. Zolang die uitdagingen niet structureel en met oog voor menselijkheid worden aangepakt, zullen de moeilijkheden blijven bestaan.

Hij besluit dat het niet de taak van de vakbonden is het probleem van de overbevolking in de gevangenis op te lossen, maar dat zij van plan zijn hun rol als overleg- en onderhandelingspartners ten volle te blijven vervullen, met inachtneming van het vakbondsstatuut.

De heer Robby De Kaey sluit zich aan bij de eerdere tussenkomst van zijn collega. Daarbij verwijst hij symbolisch naar de aanwezigheid van toilettrollen, die volgens hem illustreren hoe de basiswet van 2005 al jarenlang onvoldoende wordt gerespecteerd.

syndicales. Il s'interroge sur le sens de leur rôle si des propositions de loi sont élaborées sans concertation sociale préalable. Il rappelle que la concertation fait partie intégrante du fonctionnement du secteur public et estime que son absence remettrait en cause la raison d'être même des syndicats.

Il évoque par ailleurs les orientations contenues dans l'accord de gouvernement, notamment en matière de réforme des services publics fédéraux et de contractualisation. Il considère qu'il est du devoir des organisations syndicales de réagir à ces évolutions et de veiller à la préservation du statut des agents.

Il relève que l'assouplissement de l'accessibilité ne concerne que les assistants pénitentiaires et non les directions, qui resteraient soumises à l'exigence de nationalité belge. Selon lui, cette distinction introduit déjà une différence significative en termes de fonction d'autorité.

Il mentionne également des projets évoqués au sein du gouvernement, tels que la séparation de la magistrature du reste du SPF Justice, et exprime le souhait que ces réformes fassent l'objet de négociations plutôt que d'être imposées.

Enfin, il aborde la problématique du recrutement, qu'il considère comme centrale. Il souligne que les conditions de travail actuelles, marquées par la surpopulation, la violence et l'état dégradé des infrastructures, rendent la profession peu attractive. En outre, ces conditions déplorables sont relayées quotidiennement dans la presse. Il estime que cette situation devrait susciter une prise de conscience collective et regrette l'absence de réaction suffisante face à ces constats.

Selon lui, la question du recrutement ne peut être dissociée de celle des conditions de travail et de détention. Il considère que tant que ces enjeux ne seront pas traités de manière structurelle et avec un souci d'humanisme, les difficultés persisteront.

Il conclut en rappelant que les organisations syndicales n'ont pas vocation à résoudre la problématique de la surpopulation carcérale, mais qu'elles entendent continuer à jouer pleinement leur rôle de partenaires de concertation et de négociation, dans le respect du statut syndical.

M. Robby De Kaey se rallie à l'intervention précédente de son collègue. À ce sujet, il renvoie symboliquement à la présence de rouleaux de papier toilette qui, à ses yeux, illustrent à quel point le respect de la loi de principes de 2005 est insuffisant depuis des années.

Hij benadrukt dat de vakorganisaties er zijn om te onderhandelen en overleg te plegen, en stelt vast dat het hem verbaast dat zij pas gehoord worden nadat daar expliciet om moest worden gevraagd. Het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel werd noch besproken, noch onderhandeld met de syndicale organisaties. Hij is van mening dat de manier waarop de meerderheid heeft getracht het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel vooruit te schuiven, veel zegt over haar intenties.

Hij verwijst in dat verband naar mogelijke pogingen om in tweede lezing wijzigingen door te voeren die volgens hem neerkomen op een paard van Troje. Hij stelt vast dat deze aanpak uiteindelijk geen doorgang heeft gevonden, maar meent dat de intentie op zich al veelzeggend is.

Wat de gezagsfunctie betreft, wijst hij erop dat de Belgische wetgeving duidelijk bepaalt dat deze gekoppeld is aan de Belgische nationaliteit. Volgens hem vormt net dit punt de kern van de bezorgdheid. Indien deze voorwaarde wordt losgelaten, vreest hij dat dit de deur opent naar verdere contractualisering en uiteindelijk privatisering van de functie.

Hij verwijst daarbij naar eerdere vragen binnen de commissie over de mogelijke inzet van private bewakingsbedrijven in gevangenissen. Volgens hem heeft de minister van Justitie intussen bevestigd dat er een voorstel op tafel lag binnen de Ministerraad om private bewakingsfirma's in te schakelen in de nieuwe gevangenis van Antwerpen, voor een bedrag van 11 miljoen euro over vier jaar. Voor hem bevestigt dit de vrees dat een doos van Pandora wordt geopend, waarbij fundamentele taken, die raken onder andere aan de bescherming van de democratie, aan private actoren worden toevertrouwd.

De heer De Kaey stelt dat, indien de meerderheid daadwerkelijk wil helpen, zij moet inzetten op tijdige aanwervingen en op de uitvoering van het sociaal akkoord, dat voorziet in betere loonvoorwaarden. Hij erkent dat dit akkoord een stap in de goede richting is, maar dat verdere inspanningen nodig blijven. Volgens hem moeten betere verloning, carrièreperspectieven, opleiding, werkomstandigheden en veiligheid centraal staan. Indien de meerderheid werkelijk gelooft in de waarde van het gesloten sociaal akkoord en in de noodzaak om de aantrekkelijkheid op de arbeidsmarkt te vergroten, acht hij het incoherent om een beroep te doen op private bewakingsbedrijven en daarvoor 11 miljoen euro vrij te maken.

Daarnaast gaat hij in op de problematiek van de overbevolking in de gevangenissen. Hij stelt dat eerdere

Il souligne que la finalité des organisations syndicales est de négocier et de mener des concertations, et fait observer qu'il est surpris qu'elles ne soient entendues qu'après une demande explicite en ce sens. La proposition de loi à l'examen n'a été ni discutée ni négociée avec les organisations syndicales. Il estime que la méthode appliquée par la majorité pour tenter de faire adopter la proposition de loi à l'examen en dit long sur ses intentions.

L'orateur évoque à cet égard d'éventuelles tentatives d'apporter des modifications, en deuxième lecture, qui, selon lui, s'apparentaient à un cheval de Troie. Il constate que cette tentative n'a finalement pas abouti, mais estime que l'intention est, en soi, déjà révélatrice.

En ce qui concerne la fonction d'autorité, l'orateur souligne que la législation belge prévoit clairement que celle-ci est liée à la nationalité belge. Il estime que c'est précisément ce point qui est au cœur des préoccupations. Il craint que l'éventuel abandon de cette condition ouvre la voie à une contractualisation accrue et, finalement, à la privatisation de cette fonction.

Il renvoie à cet égard à des questions posées précédemment, au sein de la commission, au sujet du recours éventuel à des sociétés privées de gardiennage dans les prisons. Selon lui, la ministre de la Justice a confirmé depuis lors qu'une proposition visant à employer des sociétés privées de gardiennage dans la nouvelle prison d'Anvers, pour un montant de 11 millions d'euros sur quatre ans, avait été soumise au Conseil des ministres. Il estime que cela confirme la crainte que l'on ouvre ainsi une boîte de Pandore, en confiant à des acteurs privés des tâches fondamentales qui touchent notamment à la protection de la démocratie.

M. De Kaey indique que, si la majorité souhaite vraiment apporter son aide, elle doit veiller à ce que les recrutements aient lieu en temps utile et veiller à la mise en œuvre de l'accord social, qui prévoit de meilleures conditions salariales. L'orateur reconnaît que cet accord va dans la bonne direction, mais estime que des efforts supplémentaires demeurent nécessaires. Selon lui, les premières priorités doivent être l'amélioration de la rémunération, les perspectives de carrière, la formation, les conditions de travail et la sécurité. Si la majorité croit réellement en la valeur de l'accord social conclu et estime qu'il est nécessaire d'accroître l'attractivité de la fonction sur le marché du travail, l'orateur estime qu'il est incohérent de faire appel à des sociétés privées de gardiennage et de prévoir 11 millions d'euros à cet effet.

L'orateur aborde ensuite la problématique de la surpopulation carcérale. Il indique que les mesures

maatregelen, zoals de penitentiaire noodwet van vorig jaar, net hebben geleid tot een toename van het aantal gedetineerden en van de overbevolking. Hij illustreert dit met cijfers: een stijging van 600 gedetineerden tegenover slechts 200 extra bedden, wat resulteert in een aanzienlijke toename van het aantal personen dat op de grond moet slapen. Volgens hem zullen ook de recent genomen maatregelen, waaronder de toekenning van een enkelband aan personen die vandaag nog niet naar de gevangenis worden gestuurd (met het risico dat zij alsnog worden opgesloten wanneer zij hun voorwaarden niet naleven), de afschaffing van de regeling van zes maanden vervroegde invrijheidstelling via de “voorwaardelijke invrijheidsstelling overbevolking” voor personen met meer dan drie jaar celstraf, de uitsluiting van personen zonder Belgische nationaliteit én zonder verblijfsrecht van het systeem van enkelband, en de onmogelijkheid tot uitlevering wanneer het thuisland de betrokkene niet wenst terug te nemen tot twaalf maanden voor de voorziene vrijlating, een gelijkaardig effect hebben. Deze maatregelen vergroten volgens hem de instroom in de gevangenissen en bemoeilijken tegelijkertijd de uitstroom. Hij betwijfelt dan ook sterk dat zij de overbevolking effectief zullen verminderen.

Hij stelt dat het feit dat de regering kijkt naar private oplossingen, zoals in Antwerpen, aantoont dat men zelf weinig vertrouwen heeft in de huidige aanpak. Hij vreest dat dit bovendien slechts een eerste stap is en dat gelijkaardige projecten in andere gevangenissen zullen volgen.

Wat betreft mogelijke oplossingen wijst hij op het belang van tijdige rekrutering. Hij benadrukt dat pensioneringen en uitstroom doorgaans ruim op voorhand gekend zijn, waardoor anticipatie mogelijk is. Hij verwijst tevens naar de bestaande versnelde statutaire aanwervingsprocedures (“*fast lane*”), waarbij nieuwe personeelsleden binnen een termijn van drie maanden in dienst kunnen treden, inclusief de vereiste screenings (computertest, interview en veiligheidsscreening).

Daarnaast pleit hij voor meer lokale en toegankelijke selectieprocedures, waarbij kandidaten dichterbij huis getest kunnen worden. Volgens hem verhoogt dit de participatie aan selectieprocedures.

Tot slot stelt hij dat een structurele oplossing enkel mogelijk is indien men inzet op betere werkomstandigheden, correcte verloning, lokale rekrutering en een sterk engagement ten aanzien van het personeel. Hij waarschuwt tegen wat hij omschrijft als schijnbaar

précédentes, telles que la loi d’urgence pénitentiaire de l’année dernière, n’ont fait qu’entraîner une augmentation du nombre de détenus et de la surpopulation. Il illustre ses propos en présentant des chiffres faisant état d’une augmentation de 600 détenus pour seulement 200 lits supplémentaires qui s’est traduite par une hausse considérable du nombre de personnes contraintes de dormir à même le sol. Il estime qu’il faut s’attendre à ce que les mesures récemment adoptées aient des conséquences similaires. Il cite les exemples suivants: l’octroi d’un bracelet électronique aux personnes qui n’ont pas encore été incarcérées (ces personnes risquant d’être emprisonnées si elles ne respectent pas les conditions qui leur sont imposées), la suppression du régime de libération anticipée de six mois conditionnée par la surpopulation pour les personnes condamnées à une peine d’emprisonnement de plus de trois ans, l’exclusion du système de bracelet électronique des personnes n’ayant ni la nationalité belge ni le droit de séjour, ainsi que l’impossibilité d’extradition si le pays d’origine ne souhaite pas réadmettre la personne concernée jusqu’à douze mois avant la libération prévue. L’orateur estime que ces mesures entraîneront une hausse du nombre d’emprisonnements et qu’elles compliqueront les sorties. C’est pourquoi il n’est pas du tout certain qu’elles permettront de réduire effectivement la surpopulation.

L’orateur indique que le fait que le gouvernement envisage des solutions venant du secteur privé, comme à Anvers, indique que l’approche actuelle n’inspire guère confiance à ses auteurs. Il craint en outre qu’il ne s’agisse que d’une première mesure qui sera suivie de projets similaires dans d’autres prisons.

En ce qui concerne les solutions envisageables, l’orateur souligne qu’il est essentiel de recruter en temps utile. Il souligne que les départs à la retraite et les autres départs sont généralement connus bien à l’avance, et que cela permet d’anticiper. Il renvoie également aux procédures de recrutement statutaires accélérées existantes (*fast lane*), qui permettent aux nouveaux membres du personnel d’entrer en service dans un délai de trois mois, ce délai incluant les contrôles requis (test informatique, entretien et contrôle de sécurité).

L’orateur plaide en outre en faveur de procédures de sélection plus locales et plus accessibles qui permettraient aux candidats d’être évalués plus près de chez eux. Selon lui, cela permettrait d’augmenter la participation aux procédures de sélection.

Enfin, l’orateur indique qu’une solution structurelle ne sera possible que si l’on investit dans de meilleures conditions de travail, une rémunération correcte, un recrutement local et un engagement fort vis-à-vis du personnel. Il met en garde contre ce qu’il définit comme

eenvoudige oplossingen, die op lange termijn duurder en problematischer kunnen blijken.

Hij besluit met een scherpe illustratie: hij stelt vast dat er een record is bereikt, namelijk 701 personen die op de grond moeten slapen. Waar een record normaal gesproken een positieve prestatie weerspiegelt, gaat het hier om een dieptepunt. Indien men hiervoor een symbolische medaille zou moeten uitreiken, zo merkt hij op, dan zou die gemaakt zijn uit sardineblik – een verwijzing naar de omstandigheden waarin sommige gedetineerden vandaag verblijven. In verschillende arresthuizen zitten mensen immers zodanig dicht op elkaar dat zij opgesloten zijn “als sardines in een blik”.

De heer Frank Conings sluit zich aan bij de eerdere tussenkomsten van zijn collega's en onderschrijft hun analyse volledig. Hij benadrukt dat het gevangenispersoneel essentieel personeel is, wat volgens hem duidelijk is gebleken tijdens de covidperiode.

Volgens hem is er in de eerste plaats nood aan stabiliteit op lange termijn, en dit op verschillende vlakken. Het gaat daarbij niet enkel om personeelsbudgetten of aanwervingen, maar vooral om een structurele aanpak. Hij wijst erop dat het probleem van personeelstekorten niet tijdelijk is, zoals soms wordt voorgesteld in het kader van de overbevolking, maar een permanent gegeven vormt.

Om hieraan tegemoet te komen, pleit hij voor een continue instroom van nieuw personeel. Aangezien de uitstroom op jaarbasis vrij voorspelbaar is, moet volgens hem ook de instroom daarop afgestemd worden. Dit veronderstelt een doorlopende aanwervingpolitiek, waarbij nieuwe medewerkers tijdig kunnen instromen, opleidingen kunnen volgen en stages kunnen doorlopen, zodat zij de bestaande teams effectief kunnen versterken.

Hij wijst erop dat het huidige personeel steeds meer onder druk komt te staan, onder meer door uitputting, verhoogde afwezigheid en agressie op de werkvloer. Dit onderstreept volgens hem de noodzaak van een duurzame personeelsstrategie.

Wat de veiligheidsscreening betreft, verduidelijkt hij dat deze wordt uitgevoerd door de politie en dus buiten de directe bevoegdheid van Justitie valt, maar wel grondig gebeurt.

Daarnaast betreurt hij dat herhaaldelijke vragen naar cijfers en prognoses aan de minister tot op heden onbeantwoord zijn gebleven.

des solutions simples en apparence mais qui pourraient s'avérer plus coûteuses et plus problématiques à long terme.

L'orateur conclut en donnant un exemple frappant. Il observe qu'un record a été atteint le jour où 701 personnes ont été contraintes de dormir à même le sol. Le mot “record” désigne normalement une prestation positive, mais il désigne ici un échec complet. L'orateur fait observer que s'il fallait décerner une médaille symbolisant cette situation, elle serait faite à partir d'une boîte de sardines pour symboliser les conditions dans lesquelles certaines personnes sont actuellement détenues. Dans plusieurs maisons d'arrêt, la promiscuité est en effet telle que les détenus y sont serrés “comme des sardines”.

M. Frank Conings se rallie aux interventions précédentes de ses collègues en précisant qu'il souscrit totalement à leur analyse. Il souligne que le personnel pénitentiaire est essentiel, comme l'a clairement montré la pandémie.

Il considère qu'il faut avant tout de la stabilité à long terme, et ce, sur plusieurs plans: non seulement dans les budgets alloués au personnel ou au recrutement, mais surtout dans la conduite d'une approche structurelle. L'orateur souligne que le problème de la pénurie de personnel est persistant et non pas temporaire comme on le présente parfois dans le cadre de la question de la surpopulation carcérale.

Pour y remédier, il préconise d'engager continuellement de nouveaux effectifs. Les départs sur une base annuelle étant relativement prévisibles, il estime que les entrées en service doivent suivre en conséquence. Cette approche suppose une politique de recrutement continue, permettant aux nouveaux collaborateurs d'entrer en service en temps utile, de suivre des formations et d'effectuer des stages afin de renforcer efficacement les équipes existantes.

Il souligne que le personnel actuel est soumis à une pression croissante, notamment en raison de l'épuisement, de l'augmentation de l'absentéisme et de l'agressivité sur le lieu de travail, autant d'éléments qui soulignent, selon lui, la nécessité de mener une stratégie durable en matière de personnel.

En ce qui concerne l'enquête de sécurité, l'orateur précise que celle-ci est effectuée par la police – et qu'elle ne relève donc pas de la compétence directe de la Justice, mais qu'elle est menée de manière approfondie.

Il regrette en outre que les demandes adressées de manière répétée à la ministre pour obtenir des chiffres et des prévisions soient restées sans réponse jusqu'ici.

Hij uit ook bezorgdheid over de mogelijke gevolgen van het wetsvoorstel voor de gezagsfuncties, niet alleen binnen Justitie, maar ook breder op federaal niveau. Om principiële redenen kan hij zich daarin niet vinden en benadrukt hij het belang van degelijk syndicaal overleg op het juiste niveau.

De heer Alain Blancke verwijst expliciet naar het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel en de toelichting bij artikel 3. Daarin wordt volgens hem duidelijk gesteld dat binnen het gevangeniswezen momenteel twee functies als gezagsfuncties worden beschouwd waarvoor de Belgische nationaliteit vereist is, namelijk de functies van directeur en penitentiair bewakingsassistent.

Hij geeft aan dat er grote bezorgdheid bestaat dat deze gezagsfuncties onder druk komen te staan, wat volgens hem een eerste stap kan zijn richting verdere contractualisering.

Daarnaast verwijst hij naar het regeerakkoord en recente initiatieven van de minister van Justitie met betrekking tot het inschakelen van privéfirma's. Hoewel hij aangeeft geen aanhanger te zijn van complottheorieën, stelt hij vast dat deze evoluties bij hem toch ongerustheid wekken over de richting die wordt ingeslagen.

Hij plaatst deze bezorgdheden in de context van de huidige toestand in de gevangenissen. Waar er in het verleden sprake was van 200 à 250 gedetineerden die op de grond sliepen, en na veel commotie 280 noodbedden werden bijgeplaatst, stelt hij vast dat het aantal grondslapers inmiddels is opgelopen tot meer dan 700. Volgens hem is deze evolutie onaanvaardbaar en bijzonder zorgwekkend.

Hij wijst erop dat de huidige noodmaatregelen volgens hem geen oplossing zullen bieden voor dit probleem. Ook het argument dat het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel bedoeld is als ondersteuning, overtuigt hem niet.

Tot slot pleit hij ervoor om verder te bouwen op het sociaal akkoord dat met de minister van Justitie werd afgesloten. Hij verwijst onder meer naar initiatieven zoals de aanwerving van extra recruiters die lokaal ingezet worden om de rekrutering te verbeteren. Volgens hem moet op deze maatregelen worden voortgewerkt, in plaats van nieuwe wetsvoorstellen goed te keuren die afwijken van deze afspraken.

De heer Eddy De Smedt wenst in het bijzonder terug te komen op het belang van de gezagsfuncties.

Il exprime également son inquiétude quant aux conséquences possibles de la proposition de loi sur les fonctions d'autorité, non seulement au sein de la Justice, mais aussi plus largement au niveau fédéral. Il ne peut pas y souscrire pour des questions de principe, et souligne l'importance de mener une concertation syndicale de qualité au niveau approprié.

M. Alain Blancke renvoie explicitement à la proposition de loi à l'examen et, en particulier, au commentaire de son article 3, qui indique clairement qu'au sein de l'administration pénitentiaire, deux fonctions sont actuellement identifiées comme fonction d'autorité et nécessitent pour cette raison la nationalité belge: celles de directeur et d'assistant de surveillance pénitentiaire.

L'orateur indique que d'aucuns craignent vivement que ces fonctions d'autorité soient mises sous pression, ce qui, à ses yeux, pourrait ouvrir la porte à une contractualisation accrue.

Il renvoie, en outre, à l'accord de gouvernement et aux récentes initiatives de la ministre de la Justice de recourir à des entreprises privées. Bien qu'il affirme ne pas être un adepte des théories du complot, il constate que ces évolutions suscitent néanmoins chez lui une inquiétude quant à la direction prise.

Il recontextualise ces préoccupations à la lumière de la situation pénitentiaire actuelle. Alors qu'auparavant, entre 200 et 250 détenus dormaient à même le sol et que, suite à l'émoi suscité par cette situation, 280 lits d'urgence avaient été ajoutés, il constate qu'aujourd'hui, ils sont plus de 700 à dormir par terre. Il considère que cette évolution est inacceptable et particulièrement préoccupante.

Il ajoute que les mesures d'urgence à l'examen ne permettront pas de résoudre ce problème. De même, l'argument selon lequel la proposition de loi à l'examen est destinée à apporter une aide ne le convainc pas non plus.

Enfin, il préconise de poursuivre le travail sur la base de l'accord social conclu avec la ministre de la Justice. Il fait notamment référence à des initiatives telles que l'engagement de recruteurs supplémentaires déployés localement pour améliorer le recrutement. Il estime qu'il faudrait progresser sur la base de ces mesures, plutôt que d'adopter de nouvelles propositions de loi qui s'écartent de ces accords.

M. Eddy De Smedt souhaite en particulier revenir sur l'importance des fonctions d'autorité.

Volgens hem vormt de functie van penitentiair bewakingsagent een essentieel onderdeel van het staatsgezag in België. Deze functie impliceert dat personeelsleden in rechtstreeks contact staan met burgers en gedetineerden, en gebonden zijn aan specifieke verplichtingen, onder meer via de eedaflegging. In dat licht stelt hij zich vragen bij de gevolgen van een mogelijke contractualisering van deze functie, die volgens hem twijfel kan doen ontstaan over de draagwijdte en de invulling ervan.

Met betrekking tot de uitstroom naar het buitenland geeft hij aan geen exacte cijfers te hebben, maar verwijst hij naar concrete vaststellingen binnen zijn vakorganisatie. Zo zijn er, langs Nederlandstalige zijde, op zes maanden tijd veertien personeelsleden vertrokken naar gevangenis- en in de Nederlandse provincie Limburg, voornamelijk omwille van aantrekkelijkere loonvoorwaarden. Dit wijst volgens hem duidelijk op het belang van verloning in de problematiek van personeelsbehoud.

Wat de obstakels bij aanwervingen betreft, wijst hij op meerdere knelpunten. Een eerste probleem situeert zich bij de medische onderzoeken via Empeva, waar de wachttijden oplopen door personeelstekorten, met name in het zuiden van het land. Aangezien dit medisch advies een noodzakelijke stap vormt in de procedure, leidt dit tot bijkomende vertragingen.

Daarnaast benadrukt hij dat de aanwervingsprocedure op zich vaak te lang duurt. In dat verband verwijst hij naar het systeem van de “fast lane”, dat volgens hem effectief is gebleken en waar veel kandidaten op reageren.

Wat de lokale rekrutering betreft, verwijst hij naar een recente jobdag in Hasselt, waar de opkomst bijzonder groot was. Dit toont volgens hem aan dat er in België nog steeds voldoende bereidheid bestaat om aan de slag te gaan, ook in de gevangenissector, en om zo bij te dragen aan de versterking en verbetering ervan.

Hij herhaalt zijn bezorgdheid over het behoud van de gezagsfunctie, die expliciet werd verankerd in de wet van 23 maart 2019. Hij stelt vast dat het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel deze principes dreigt te ondergraven, onder meer door het afwijken van statutaire aanwervingen.

Tot slot plaatst hij vraagtekens bij de keuze om private bedrijven in te schakelen. Hij verwijst naar een budget van 11 miljoen euro voor een beperkte inzet

Selon lui, la fonction d'agent de surveillance pénitentiaire constitue un élément essentiel de l'autorité étatique en Belgique. Cette fonction implique que ces agents sont en contact direct avec les citoyens et les détenus, et qu'ils sont soumis à des obligations spécifiques découlant notamment de leur prestation de serment. Dans cette perspective, l'orateur s'interroge sur les conséquences d'une éventuelle contractualisation de cette fonction, qui pourrait, selon lui, susciter des doutes quant à sa portée et son contenu.

S'agissant des départs vers l'étranger, il indique ne pas disposer de chiffres précis, mais renvoie à des éléments concrets constatés au sein de son organisation syndicale. Ainsi, du côté néerlandophone, quatorze membres du personnel ont quitté leur poste en l'espace de six mois pour rejoindre des établissements pénitentiaires situés dans la province néerlandaise du Limbourg, principalement en raison de conditions salariales plus attrayantes. Ces départs démontrent, selon lui, l'importance déterminante de la rémunération dans la problématique de la rétention du personnel.

En ce qui concerne les obstacles au recrutement, il met en avant plusieurs points problématiques. Il pointe en premier lieu les examens médicaux réalisés par Empeva, pour lesquels les délais d'attente s'allongent en raison d'un manque de personnel, en particulier dans le sud du pays. Étant donné que l'avis médical d'Empeva constitue une étape indispensable dans la procédure, les entrées en service sont retardées en conséquence.

M. De Smedt souligne également que la procédure de recrutement elle-même est souvent trop longue. À cet égard, il renvoie à la procédure accélérée (*fast lane*), qui s'est révélée efficace selon lui et qui suscite un grand nombre de candidatures.

En matière de recrutement local, il évoque une journée de l'emploi récemment organisée à Hasselt, qui a attiré un public particulièrement nombreux. Cet engouement montre, selon lui, qu'il existe encore en Belgique une réelle volonté de travailler, y compris dans le secteur pénitentiaire, et de contribuer ainsi au renforcement et à l'amélioration de celui-ci.

Il réitère son inquiétude concernant le maintien de la fonction d'autorité, explicitement consacrée par la loi du 23 mars 2019. Il constate que la proposition de loi à l'examen risque de remettre en cause ces principes, notamment en s'écartant du modèle de recrutement statutaire.

Enfin, il s'interroge sur le choix de recourir à des entreprises privées. Il évoque un budget de 11 millions d'euros qui ne permettra qu'un déploiement limité

van personeel, en stelt dat met een dergelijk bedrag aanzienlijk meer penitentiaire bewakingsassistenten zouden kunnen worden aangeworven. Volgens hem is het dan ook moeilijk te verantwoorden waarom voor deze piste wordt gekozen.

Hij merkt bovendien op dat de verplichting voor federale overheidsdiensten om patronale bijdragen te betalen een beslissing is van de huidige regering zelf. Volgens hem is het daarom misleidend om nu als argument aan te voeren dat er patronale bijdragen verschuldigd zijn en dat deze niet in het justitiebudget zouden zijn ingecalculeerd. Hij benadrukt dat het net de regering is die deze verplichting heeft ingevoerd.

De heer Dimitri Cornu benadrukt allereerst dat de vakbondsvertegenwoordigers niet tegen Europa zijn. Als het goed gaat met Europa, is dat volgens hem ook gunstig voor de lidstaten. Hij verduidelijkt dat hij, in een situatie van volledige werkgelegenheid waarin het onmogelijk zou worden om op nationaal niveau personeel aan te werven, zeker bereid zou zijn om aanwervingen op Europees niveau te overwegen.

Vervolgens licht hij toe hoe de aanwerving thans verloopt. Hij herinnert eraan dat in 2022 binnen de penitentiaire inrichtingen contractuele personeelsleden werden aangeworven, met name Rosetta's (startbaanovereenkomsten). Die aanwervingen verliepen volgens een standaardprocedure: een sollicitatiegesprek, gevolgd door een screening door de politie en een medisch onderzoek (door Medex), waarna de geslaagde kandidaat op basis van een arbeidsovereenkomst in dienst kon treden.

Vervolgens werden die beambten aangemoedigd om deel te nemen aan de proeven van Selor met het oog op statutarisering. De spreker geeft aan dat ongeveer 90 % van de kandidaten daar ook voor slaagde. Hij brengt echter een groot probleem in het verdere verloop van het proces voor het voetlicht. Van de ongeveer 1000 geslaagde kandidaten werden slechts de eerste 400 daadwerkelijk statutair aangesteld. Hij benadrukt dat tal van die kandidaten op het moment dat ze slaagden voor het examen reeds in de gevangenis werkten.

De overige geslaagde kandidaten werden op een reservelijst geplaatst, met de mogelijkheid later te worden aangeworven. Volgens hem heeft die situatie negatieve gevolgen. Zo kan het tot twee jaar duren vooraleer de geslaagde kandidaten op de reservelijst een baan wordt aangeboden. Wanneer dan contact met hen wordt opgenomen, blijkt dat velen inmiddels een andere baan hebben gevonden. Zo wordt het moeilijk om de

de personnel. Il estime qu'un tel montant permettrait d'engager un nombre nettement plus élevé d'assistants de surveillance pénitentiaire. Selon lui, il est dès lors difficile de justifier ce choix.

Il relève en outre que l'obligation imposée aux services publics fédéraux de verser des cotisations patronales résulte d'une décision du gouvernement actuel. Il juge donc trompeur d'invoquer aujourd'hui que ces cotisations n'ont pas été prises en compte dans le budget de la justice alors qu'elles doivent pourtant être acquittées. Il souligne que c'est précisément le gouvernement qui a instauré cette obligation.

M. Dimitri Cornu souligne d'emblée que les représentants des organisations syndicales ne sont pas opposés à l'Europe. Selon lui, lorsque l'Europe se porte bien, chacun des États membres en bénéficie. Il précise ainsi que, dans une situation de plein emploi où il deviendrait impossible de recruter au niveau national, il serait tout à fait disposé à envisager des recrutements à l'échelle européenne.

Il détaille ensuite le fonctionnement actuel des recrutements. Il rappelle qu'en 2022, des engagements de personnel contractuel, notamment dans le cadre du dispositif Rosetta, ont été réalisés au sein des établissements pénitentiaires. Ces recrutements reposaient sur un processus classique comprenant un entretien, suivi de vérifications telles que le screening de police et l'examen médical (Medex), avant une entrée en fonction sous contrat.

Par la suite, ces agents étaient encouragés à se présenter aux épreuves de statutarisation organisées par le SELOR. Il indique qu'environ 90 % des candidats ont réussi ces examens. Il met toutefois en évidence une difficulté majeure dans la suite du processus. Sur un volume d'environ 1000 candidats ayant réussi, seuls les 400 premiers sont effectivement recrutés comme statutaires. Il souligne que nombre de ces candidats travaillaient déjà dans les prisons au moment de la réussite de l'examen.

Les autres lauréats sont placés en réserve, avec la perspective d'un engagement ultérieur. Selon lui, cette situation engendre des effets négatifs. En effet, les délais peuvent atteindre deux ans. Lorsque ces candidats sont recontactés, beaucoup ont entre-temps trouvé un autre emploi. Il devient dès lors difficile de pourvoir les postes. De plus, les personnes finalement retenues doivent recommencer une partie du processus, notamment en

vacatures in te vullen. Bovendien moet wie uiteindelijk op het aanbod ingaat een deel van de procedure opnieuw doorlopen, onder meer proeven waarvoor men eerder al was geslaagd.

De spreker acht zulks weinig doeltreffend en samenhangend. Volgens hem bestaan er eenvoudige oplossingen die tijd besparen en kandidaten in de running houden. Zo stelt hij voor dat wie de proeven met het oog op een arbeidsovereenkomst en de statutarisering reeds met succes heeft afgelegd, niet opnieuw het hele proces zou moeten doorlopen, maar eventueel alleen het sollicitatiegesprek.

Concluderend benadrukt hij dat het erop aankomt geschikt personeel te behouden en de aanwervingsprocedures te vereenvoudigen.

De heer Khalil Aouasti (PS) brengt zijn eerder geuite standpunt in herinnering. Dit wetsvoorstel biedt zijns inziens geen oplossing voor de overbevolking in de gevangenissen, maar betreft veeleer het federaal openbaar ambt.

Hij vindt het verbazingwekkend dat sommige collega's de vakbonden vragen oplossingen aan te reiken voor de overbevolking in de gevangenissen.

Hij herinnert er enerzijds aan dat de vakbonden weliswaar kunnen meedenken, maar dat het niet aan hen is om oplossingen te formuleren en dat de rollen niet mogen worden omgedraaid.

Anderzijds benadrukt hij dat die oefening onlangs reeds werd gedaan. Hij wijst erop dat de commissie minder dan een jaar geleden hoorzittingen heeft gehouden, tijdens welke de vakbonden en de directeur-generaal van het DG EPI van de FOD Justitie meerdere concrete voorstellen hebben gedaan om de overbevolking in de gevangenissen aan te pakken (zie DOC 56 0848). Volgens hem werd geen enkele van die voorstellen in overweging genomen.

Hij vindt het dan ook problematisch dat de situatie een jaar na datum nog verslechterd is, zonder dat ook maar een van de eerder voorgestelde oplossingen werd geïmplementeerd. Hij vindt het ongepast om de vakbonden opnieuw te vragen voorstellen te doen die zij reeds hebben voorgelegd, zonder dat eerder naar hen werd geluisterd.

De spreker benadrukt dat het de politici toekomt de oplossingen ten uitvoer te leggen. Wat hem betreft, zijn zij in dit opzicht collectief tekortgeschoten. Het debat zou thans beter gaan over concrete maatregelen om de

repassant des épreuves qu'elles avaient déjà réussies auparavant.

L'orateur estime que ce fonctionnement manque d'efficacité et de cohérence. Il considère que des solutions simples pourraient être mises en œuvre afin de gagner du temps et d'améliorer la rétention des candidats. Il suggère notamment que les personnes ayant déjà réussi les épreuves contractuelles et de statutarisation ne soient pas contraintes de recommencer l'ensemble du processus, mais éventuellement uniquement l'entretien.

Il conclut en soulignant la nécessité de faciliter la rétention du personnel et de simplifier les procédures de recrutement.

M. Khalil Aouasti (PS) rappelle sa position exprimée précédemment, selon laquelle la proposition de loi à l'examen ne constitue pas, à ses yeux, une réponse au problème de la surpopulation carcérale, mais relève plutôt d'une question de fonction publique.

Il se dit surpris d'entendre certains collègues demander aux organisations syndicales de proposer des solutions à la surpopulation carcérale.

Il rappelle, d'une part, que si les syndicats peuvent contribuer à la réflexion, il ne leur appartient pas de définir les solutions, et qu'il convient de ne pas inverser les rôles.

D'autre part, il souligne que ce travail a déjà été réalisé récemment. Il rappelle qu'il y a moins d'un an, au sein de la commission, des auditions ont été organisées, au cours desquelles les syndicats ainsi que la directrice générale de la DG Établissements pénitentiaires du SPF Justice ont formulé plusieurs propositions concrètes pour faire face à la surpopulation carcérale (voir DOC 56 0848). Selon lui, aucune de ces propositions n'a été retenue.

Il estime dès lors problématique de se retrouver, un an plus tard, dans une situation aggravée, sans qu'aucune des solutions précédemment avancées n'ait été mise en œuvre. Il considère inapproprié de solliciter à nouveau les syndicats pour formuler des propositions qu'ils ont déjà présentées, sans avoir été entendus.

L'intervenant insiste sur le fait que la responsabilité de la mise en œuvre des solutions incombe au pouvoir politique. Il reconnaît que celui-ci a failli collectivement à cet égard. Il estime que le débat devrait désormais

overbevolking in de gevangenis en tegen te gaan en de detentieomstandigheden te verbeteren.

Hij verwerpt het idee dat een wijziging van het statuut van het openbaar ambt, met name via flexibilisering of slechtere arbeidsvoorwaarden, een passend antwoord zou bieden op de huidige situatie. Hij wijst op de omvang van het probleem en vermeldt met name het aantal grondslapers en de aanhoudende overbevolking in de gevangenis.

Tot slot verzoekt hij zijn collega's de intrekking van de tekst te overwegen. Hij acht die immers strijdig met het sociaal overleg en met het in januari 2026 gesloten sociaal akkoord. Hij roept op tot andere oplossingen.

De heer Julien Ribaud (PVDA-PTB) reageert op wat hij omschrijft als de "gespeelde verontwaardiging" van bepaalde partijen van de meerderheid. Volgens hem valt de kritiek op de vakbonden om hun vermeende negatieve houding moeilijk te begrijpen als men kijkt naar de gevolgde procedure.

Hij doorgrondt de werkwijze van de meerderheid: snel vooruitgaan, politieke beslissingen al in een vroeg stadium nemen en pas achteraf hoorzittingen organiseren, vaak op verzoek van de oppositie. Tegen die achtergrond stemmen de verklaringen van de meerderheid over de bereidheid om oplossingen te bieden of de betrokken actoren te steunen, volgens hem niet overeen met de werkelijkheid.

De spreker benadrukt dat het niet verwonderlijk is dat de vakbondsvertegenwoordigers een kritische houding aannemen, aangezien zij niet op voorhand bij de besluitvorming worden betrokken. Hij herinnert eraan dat overleg juist inhoudt dat de betrokken actoren worden geraadpleegd alvorens een besluit te nemen. Volgens hem had de huidige situatie kunnen worden voorkomen indien die werkwijze was gevolgd.

Hij wijst bovendien op een tegenstrijdigheid: aan de vakbonden wordt vandaag gevraagd oplossingen voor te stellen, maar zij hebben al meermaals aanbevelingen geformuleerd, onder meer tijdens eerdere hoorzittingen over de overbevolking in gevangenis (zie DOC 56 0848). Die voorstellen, die in het publieke debat en in de media ruimschoots aan bod zijn gekomen, vormen dus geen nieuwe elementen.

Volgens hem is de centrale vraag dan ook of de meerderheid werkelijk bereid is om niet alleen naar de vakbonden te luisteren, maar ook rekening te houden met hun analyses. Bij het uittekenen van het overheidsbeleid

porter sur les mesures concrètes à adopter pour lutter contre la surpopulation carcérale et améliorer les conditions de détention.

Il rejette l'idée selon laquelle une modification du statut de la fonction publique, notamment via une flexibilisation ou une précarisation, constituerait une réponse adéquate à la situation actuelle. Il rappelle l'ampleur du problème, en évoquant notamment le nombre de personnes contraintes de dormir au sol ainsi que la surpopulation persistante dans les établissements pénitentiaires.

En conclusion, il invite ses collègues à envisager le retrait du texte, estimant qu'il contrevient à la concertation sociale ainsi qu'à l'accord social conclu en janvier dernier. Il plaide pour l'élaboration d'autres solutions.

M. Julien Ribaud (PVDA-PTB) indique souhaiter réagir à ce qu'il qualifie de "fausse indignation" exprimée par certains partis de la majorité. Selon lui, les critiques adressées aux organisations syndicales quant à leur prétendue négativité sont difficilement compréhensibles au regard du processus suivi.

Il estime que la méthode employée par la majorité consiste à avancer rapidement, en arrêtant des choix politiques en amont, puis à organiser des auditions *a posteriori*, souvent à la demande de l'opposition. Dans ce contexte, les déclarations de la majorité affirmant une volonté d'apporter des solutions ou de soutenir les acteurs concernés lui paraissent en décalage avec la réalité.

L'intervenant souligne qu'il n'est pas surprenant que les représentants syndicaux adoptent une posture critique, dès lors qu'ils ne sont pas associés en amont aux décisions. Il rappelle que la concertation implique précisément d'impliquer les acteurs concernés avant toute prise de décision. À ses yeux, si cette démarche avait été respectée, la situation actuelle aurait pu être évitée.

Il relève par ailleurs une contradiction dans le fait de solliciter aujourd'hui des propositions de solutions de la part des syndicats, alors même que ceux-ci ont déjà formulé des recommandations à plusieurs reprises, notamment lors d'auditions précédentes consacrées à la surpopulation carcérale (voir DOC 56 0848). Ces propositions, largement relayées dans le débat public et dans les médias, ne constituent donc pas des éléments nouveaux.

Dès lors, la question centrale, selon lui, est de savoir si la majorité est réellement prête non seulement à entendre les organisations syndicales, mais aussi à tenir compte de leurs analyses. Il considère que la concertation est

lijkt overleg momenteel veeleer als een obstakel dan als een noodzaak te worden gezien.

Tot slot benadrukt de heer Ribaldo de ernst van de situatie in de penitentiaire instellingen en wijst hij met name op de vele grondslapers. Hij herinnert eraan dat die situatie het gevolg is van tientallen jaren van onderfinanciering en politieke keuzes die tot een ongeziene overbevolking in de gevangenissen hebben geleid. In die situatie bevinden penitentiair beambten zich in de eerste lijn en ondervinden zij de rechtstreekse gevolgen van de onderinvestering en de overbevolking in de gevangenissen.

Tot besluit vraagt hij de meerderheid om voorliggende tekst, die in zijn ogen ingaat tegen de sociale akkoorden, in te trekken en de werkzaamheden te hervatten op basis van de hoorzitting van vandaag alsook van eerdere hoorzittingen, teneinde maatregelen uit te werken die de arbeidsomstandigheden van het gevangenispersoneel daadwerkelijk kunnen verbeteren.

De heer Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen) benadrukt het nut van de hoorzitting, die volgens hem een ruimer inzicht heeft geboden in de problematiek. Deze input zal volgens hem waardevol zijn bij de verdere bespreking van het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel.

Hij verwijst in het bijzonder naar de antwoorden over lokale rekrutering en selectie, waarvan de ervaringen positief blijken te zijn. Hij ziet hierin een mogelijke piste om het personeelsprobleem gedeeltelijk aan te pakken. Het feit dat kandidaten in hun eigen regio kunnen solliciteren en mogelijk ook daar tewerkgesteld worden, en vaak al een band hebben met de instelling of mensen kennen die er werken, kan volgens hem een belangrijke aantrekkingskracht vormen.

Hij besluit dat dit, naast andere noodzakelijke maatregelen, een van de elementen is waarop verder kan worden ingezet.

De heer Robby De Kaey stelt vast dat vakorganisaties weliswaar eerder werden gehoord, maar dat er niet naar hen werd geluisterd. Hij meent dat de huidige situatie aantoont dat er eerder nieuwe problemen zijn gecreëerd dan dat er duurzame oplossingen werden gerealiseerd.

Hij merkt op dat er geregeld voorstellen worden gedaan om de overbevolking aan te pakken, zoals de suggestie van de minister van Justitie om de termijn voor voorwaardelijke invrijheidstelling in het kader van overbevolking te verlengen van zes naar twaalf maanden. Hij benadrukt dat vakbonden in dergelijke gevallen soms hun mening

actuellement perçue davantage comme un obstacle que comme une nécessité dans l'élaboration des politiques publiques.

Enfin, M. Ribaldo insiste sur la gravité de la situation dans les établissements pénitentiaires, évoquant notamment le nombre élevé de détenus contraints de dormir au sol. Il rappelle que cette situation résulte de plusieurs décennies de sous-financement et de choix politiques ayant conduit à une surpopulation carcérale sans précédent. Dans ce contexte, les agents pénitentiaires se trouvent en première ligne et subissent directement les conséquences du sous-investissement et de la surpopulation carcérale.

En conclusion, il invite la majorité à retirer le texte soumis à l'examen, qu'il estime contraire aux accords sociaux, et à reprendre les travaux sur la base des auditions antérieures ainsi que de celles tenues ce jour, afin d'élaborer des mesures réellement susceptibles d'améliorer les conditions de travail du personnel pénitentiaire.

M. Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen) souligne l'utilité de la présente audition, qui, selon lui, a permis de cerner plus largement la problématique. Il estime que les éléments recueillis seront précieux pour la poursuite de la discussion de la proposition de loi à l'examen.

Il renvoie en particulier aux réponses concernant le recrutement et la sélection au niveau local, dont les expériences se révèlent positives. Il y voit une piste potentielle pour remédier, au moins partiellement, aux pénuries de personnel. Le fait que les candidats puissent postuler dans leur propre région, qu'ils puissent y être éventuellement affectés et qu'ils aient souvent déjà un lien avec l'établissement ou connaissent des personnes qui y travaillent peut constituer, selon lui, un facteur d'attractivité important.

Il conclut en indiquant que cet élément mérite d'être davantage développé, parallèlement à d'autres mesures nécessaires.

M. Robby De Kaey constate que les organisations syndicales ont certes été entendues, mais qu'elles n'ont pas été écoutées. Selon lui, il ressort de la situation actuelle que l'on a davantage engendré de nouveaux problèmes que mis en place des solutions durables.

Il relève que des propositions sont régulièrement formulées pour lutter contre la surpopulation carcérale, comme la suggestion de la ministre de la Justice visant à allonger, en cas de surpopulation, le délai pour la libération conditionnelle de six à douze mois. Il souligne que les syndicats expriment parfois leur avis sur les effets

geven over de mogelijke effecten van zulke maatregelen, zonder dat deze voorstellen noodzakelijkerwijs van hen afkomstig zijn.

Daarnaast onderstreept hij dat de gevolgen van de huidige situatie niet alleen gedragen worden door het personeel en de gedetineerden, maar door de samenleving als geheel. Hij verwijst naar het hoge recidivecijfer, dat momenteel boven de 70 % ligt, en waarschuwt dat dit in de huidige omstandigheden nog verder kan toenemen.

Hij herinnert eraan dat ook de minister heeft gewezen op het risico dat gevangenisvennissen evolueren naar zogenaamde "recidivefabrieken", wat volgens hem absoluut vermeden moet worden. Hij deelt deze analyse en benadrukt dat dit niet alleen onmenselijk is en moeilijk werkbaar voor het personeel, maar ook maatschappelijk bijzonder schadelijk en gepaard gaand met een grote financiële last.

Tot slot richt hij een oproep tot zowel meerderheid als oppositie om af te zien van plannen tot privatisering en van het inzetten van middelen voor private bedrijven binnen het gevangeniswezen. Volgens hem is dit niet de juiste weg en brengt het bovendien aanzienlijke kosten met zich mee.

De rapportrice,

Marijke Dillen

De voorzitter,

Ismaël Nuino

potentiels de telles mesures, sans que ces propositions émanent nécessairement d'eux.

Il insiste également sur le fait que les conséquences de la situation actuelle ne sont pas supportées uniquement par le personnel et les détenus, mais par l'ensemble de la société. Il renvoie au taux élevé de récidive, actuellement supérieur à 70 %, et avertit que celui-ci pourrait encore augmenter dans les circonstances actuelles.

Il rappelle que la ministre a elle-même mis en garde contre le risque de voir les prisons devenir des "usines à récidive", ce qu'il faut absolument éviter. Il partage cette analyse et souligne que cette évolution serait non seulement inacceptable sur le plan humain et difficile à gérer pour le personnel, mais également particulièrement dommageable pour la société et lourde de conséquences financières.

Enfin, il appelle tant la majorité que l'opposition à renoncer aux projets de privatisation et à l'affectation de moyens à des entreprises privées dans le secteur pénitentiaire. Selon lui, cette voie n'est pas adéquate, d'autant qu'elle entraînera des coûts considérables.

La rapporteure,

Marijke Dillen

Le président,

Ismaël Nuino